Distr.
GENERALE

CRC/C/8/Add.2
23 août 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT
EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 44 DE LA CONVENTION

Rapports initiaux des Etats parties devant être soumis en 1993

Additif

ARGENTINE

[17 mars 1993]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 4	4
I. PRINCIPES GENERAUX ET CADRE JURIDIQUE GENERAL	5 - 28	4
II. DEFINITION DE L'ENFANT	29 - 31	7
III. PRINCIPES GENERAUX	32 - 64	8
La non-discrimination. L'intérêt supérieur. Mesures relatives à la santé. Développement. Enfants handicapés. SIDA	32 - 39	8
Mesures visant à protéger la santé et le développement de l'enfant et de la mère . .	40 - 54	12

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Milieu familial et protection de remplacement. Mesures de protection en faveur des enfants et des adolescents	55 - 64	18
IV. LIBERTES ET DROITS CIVILS	65 - 69	23
V. MILIEU FAMILIAL ET PROTECTION DE REMPLACEMENT. SOINS DE SANTE PRIMAIRES ET BIEN-ETRE. EDUCATION, LOISIRS ET ACTIVITES CULTURELLES. MESURES SPECIALES DE PROTECTION	70 - 121	25
Programme de prévention pour les familles au bénéfice de subventions	75 - 76	27
Programme de subvention d'urgence en cas de problèmes de logement	77 - 78	28
Programme de traitement social des personnes handicapées	79 - 80	29
Programme de traitement interdisciplinaire dans le cas des aveugles et mal voyants	81	29
Programme de lutte contre l'infection par le VIH et de prévention de cette infection.	82 - 83	30
Les enfants handicapés	84 - 90	31
Mesures visant à protéger les enfants et les adolescents de l'exploitation économique	91 - 95	34
Programme de nourrices ou "Amas Externas"	96	38
Programme de nourrices ("Amas externas") pour enfants nécessitant des soins particuliers	97 - 99	38
Programme de foyers pour mineurs	100 - 101	39
Programme de familles de substitution	102 - 103	40
Programme de bourses d'études	104 - 105	40
Programme d'éducation permanente et de formation professionnelle	106 - 107	41
Mineurs délinquants	108 - 114	42

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Programme de conseil et d'orientation du Centre de protection des mineurs en situation transitoire	115	45
Programme de liberté assistée	116 - 117	46
Autres formes d'aide	118 - 121	46
VI. CONCLUSIONS	122 - 126	47
Liste des Annexes		49

Introduction

1. Conformément aux dispositions de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Ministère de la santé et de l'action sociale soumet au Comité des droits de l'enfant le présent rapport initial sur les mesures adoptées pour donner effet aux droits reconnus dans la Convention et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits.

2. La République argentine a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, en vertu de la loi 23 849 du 4 décembre 1990, avec les observations mentionnées à l'article 2 de ladite loi.

3. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention, le rapport indique dans quelle mesure les obligations prévues dans la Convention sont respectées et contient les renseignements nécessaires pour donner au Comité une idée précise de l'application de la Convention en Argentine. Le présent rapport a été rédigé conformément aux indications contenues dans le document relatif aux directives générales concernant la forme et le contenu des rapports initiaux que les Etats parties doivent présenter (CRC/C/5).

4. Conformément aux directives relatives à la présentation des rapports, le présent rapport contient des informations sur les mesures adoptées à partir de la date de la ratification de la Convention par notre pays (4 décembre 1990) en ce qui concerne les articles 5 et 6, 9 à 11, 18 (par. 1, 2 et 3), 19 à 21, 23 à 27, 33 à 36, 38 et 39, qui sont de la compétence exclusive du Comité.

I. PRINCIPES GENERAUX ET CADRE JURIDIQUE GENERAL

5. La Constitution de la nation argentine, ratifiée par le Congrès général constituant du 1er mai 1853 et à laquelle apportèrent un certain nombre de réformes les Conventions nationales du 25 septembre 1860, de 1898 et de 1957, constitue l'ordre juridique suprême, qui régit l'organisation politique, sociale et civile du peuple argentin.

6. L'article 31 de la Constitution nationale en vigueur définit une sorte de pyramide juridique : "La présente Constitution, les lois nationales établies pour son exécution, les accords conclus avec les nations étrangères forment la loi suprême de la nation ...".

7. La première partie de la Constitution (chapitre unique), intitulée "Déclarations, droits et garanties", contient des articles de nature très diverse, certains énoncent le mode de gouvernement républicain, représentatif, fédéral et démocratique adopté par la nation argentine; d'autres établissent l'organisation et les attributions des pouvoirs publics et les modalités de l'autonomie des provinces constituant la nation; l'article 104 garantit l'autonomie politique, puisqu'il établit que les provinces conservent tout le pouvoir non délégué au gouvernement fédéral par la Constitution.

8. Les droits individuels et sociaux ainsi que quelques autres droits ayant un objet précis qui découle de l'histoire du pays sont définis et réglementés de manière explicite et implicite dans les articles 14 à 33.

9. La nation argentine adopte, conformément à la Constitution nationale, le mode de gouvernement fédéral. Le droit matériel, les codes ou lois nationaux substantiels prévus au paragraphe 2 de l'article 67 de la Constitution relèvent du Congrès de la nation (par exemple, le Code civil, le Code pénal, le Code du travail, le Code de la sécurité sociale, etc). Cependant, les provinces se dotent de leur propre Constitution, adoptent leurs propres lois procédurales et leurs propres codes de procédure, organisent l'administration de la justice sur le territoire de leur ressort, désignent leurs fonctionnaires, etc.

10. L'Etat argentin se compose de la nation, d'un district fédéral, de 23 provinces et des communes qui les composent, qui sont des personnes morales de droit public. Le droit interne est garanti par la Constitution nationale. Les lois de la nation s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la République argentine, mais leur application relève des autorités judiciaires de chaque province, sauf lorsqu'il s'agit de lois fédérales, qui relèvent de la justice fédérale, conformément aux dispositions de la Constitution nationale.

11. Les lois et codes nationaux, mentionnés à l'article 67 de la Constitution, régissent tout ce qui a trait au droit civil, au droit pénal, au droit du travail et de la sécurité sociale dans l'ensemble du pays, sans préjudice des décisions des tribunaux compétents, chargés de leur application. Il peut donc y avoir concurrence entre les instances nationales et provinciales en matière d'application et d'interprétation des lois par les autorités judiciaires provinciales, sauf lorsqu'il s'agit d'affaires relevant des lois fédérales. Cependant, lorsqu'un droit, un principe ou une garantie reconnus dans la Constitution est violé, la Cour suprême de justice à qui incombe le contrôle de la constitutionnalité des décisions et qui exerce un contrôle sur tous les autres pouvoirs de l'Etat, intervient, non en tant que juridiction de cassation, mais par le biais du recours extraordinaire prévu par la loi fédérale 48 (art. 14).

12. Il convient de signaler que, sans préjudice des dispositions des textes normatifs généraux (Code civil, Code du travail et Code de la sécurité sociale, instruments internationaux multilatéraux et bilatéraux ratifiés par le Gouvernement national, lois nationales, lois spéciales substantielles et procédurales auxquelles il a été fait référence ci-dessus), l'article 14 bis consacre expressément la protection intégrale de la famille; la défense de la propriété familiale; les prestations familiales et l'accession à un logement décent. L'Etat octroiera le bénéfice de la sécurité sociale qui aura un caractère global et obligatoire.

13. L'article 14 de la Constitution complété par l'article 14 bis (réforme constitutionnelle de 1957), déclare que tous les droits énumérés sont garantis conformément aux lois qui en réglementent l'exercice et, afin d'empêcher tout risque d'abus, il est précisé à l'article 28 que "les principes, garanties et droits reconnus dans les articles précédents ne pourront être altérés par les lois qui en réglementeront l'exercice". La Constitution est la loi suprême où sont énoncés les principes fondamentaux du gouvernement et, dans leurs grandes lignes, les garanties relatives aux libertés civiles et politiques.

14. Les rédacteurs de la Constitution n'ont pu entrer dans le détail ni prévoir tous les cas particuliers susceptibles de se présenter dans l'application de la loi fondamentale destinée à régir la vie du pays au fil du temps. C'est pourquoi il a fallu édicter des lois pour réglementer les droits individuels. Cependant, si une loi régissant l'exercice d'un droit en a modifié la nature et le sens concret, en violation de la garantie constitutionnelle qui le protège, la justice déclarera la primauté de la Constitution sur la loi en cause, qui sera frappée de nullité.

15. L'article 18 de la Constitution nationale stipule, dans sa partie finale, que : "Les prisons de la nation seront saines et propres, nécessaires pour des raisons de sécurité, non pour le châtement des coupables détenus; toute mesure qui, sous prétexte de sécurité, conduira à les châtier au-delà de ce que celle-ci exige, entraînera la responsabilité du juge l'ayant autorisée".

16. L'article 33 de la Constitution dispose que : "Les déclarations, droits et garanties énumérés dans la Constitution ne seront pas interprétés comme excluant d'autres droits et garanties qui n'y figurent pas, mais découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine de gouvernement". Il faut souligner l'importance de cet article du point de vue des institutions, car il évite le risque que les pouvoirs publics ne méconnaissent ou nient les droits qui ne sont pas énumérés dans la Constitution mais qui appartiennent au peuple.

17. Dans le cadre juridique, il convient de signaler les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme, qui font partie de la législation interne de la République argentine depuis que celle-ci a ratifié les accords et conventions destinés à promouvoir la protection des familles, des mères et des enfants ainsi que le droit à la santé physique et mentale, pour les enfants spécialement.

18. Parmi les conventions mentionnées, nous considérons que la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par le Gouvernement constitutionnel argentin par la loi 23 849, avec la réserve faite à l'article 2 de ladite loi, est la plus importante s'agissant de la protection des enfants, de leurs droits sociaux, civils, politiques, économiques et culturels, ainsi que de leur droit à la vie et à la santé physique et mentale.

19. En 1985, la Convention américaine relative aux droits de l'homme dite, Pacte de San José de Costa Rica, est entrée en vigueur pour l'Argentine, qui a reconnu en outre la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

20. Le 7 novembre 1985, l'Argentine a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et le 14 août 1985, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

21. Le 24 septembre 1986, l'Argentine a déposé l'instrument de ratification de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et a reconnu la compétence du Comité contre la torture pour recevoir des communications émanant de particuliers.

22. Les Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève du 12 août 1949 ont également été approuvés, l'instrument de ratification ayant été déposé le 26 novembre 1986.

23. La réserve d'ordre géographique qui avait été faite lors de la ratification de la Convention relative au statut des réfugiés a été retirée par la loi 23 160 et, par conséquent, le statut de réfugié peut être accordé à des requérants provenant de toutes les régions du monde.

24. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Protocole facultatif s'y rapportant, ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ont été ratifiés le 8 août 1986.

25. Tous ces accords multilatéraux ont été ratifiés sans préjudice des accords bilatéraux conclus par l'Argentine, par exemple l'accord conclu avec la République orientale de l'Uruguay sur la protection des mineurs, consacré essentiellement à la restitution des mineurs.

26. En ce qui concerne les modes d'application des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les autorités judiciaires, administratives ou autres, compétentes en matière de droits de l'homme, les recours ouverts à tout particulier qui se déclare victime d'une violation de ses droits, et les autres mesures adoptées pour garantir l'application des dispositions du Pacte, on renverra le lecteur, par souci de concision, au rapport initial de l'Argentine du 11 avril 1989 (CCPR/C/45/Add.2, par. 10 à 31).

27. Cependant, il faut souligner l'importance particulière que revêt le décret présidentiel 1606/90, qui porte création du Conseil national de l'enfance et de la famille. Il convient de signaler qu'une coopération technique a été mise en oeuvre, par le biais de l'Accord fédéral sur la protection de l'enfance et de la famille, afin de permettre que les droits de l'enfant soient mieux appliqués et de manière plus efficace.

28. Le gouvernement national, par l'intermédiaire du Ministère de la santé et de l'action sociale, a organisé récemment une réunion à laquelle ont participé tous les gouvernements provinciaux, ainsi que la municipalité de la ville de Buenos Aires, afin de mettre au point des politiques cohérentes en matière de protection des mineurs, sur l'ensemble du territoire national.

II. DEFINITION DE L'ENFANT

29. Il est stipulé à l'article premier de la loi 23 849, approuvée et ratifiée par la République argentine que "La Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York (Etats-Unis), le 20 novembre 1985, qui compte cinquante-quatre (54) articles, et dont la copie authentifiée en espagnol fait partie intégrante de la présente loi, est approuvée. En vertu de l'article 2, les réserves et déclarations suivantes devront être formulées lors de la ratification de la Convention : "La République argentine formule une réserve au sujet des alinéas b), c), d) et e) de l'article 21...". En ce qui concerne l'article premier de la Convention relative aux droits de l'enfant, la République argentine déclare que le mot "enfant" doit s'entendre de tout être humain du moment de la conception jusqu'à l'âge de 18 ans.

30. Cette interprétation est conforme au droit positif et à l'ordre public interne, puisque le Code civil et l'article 264 de la loi 23 264, relative à la filiation et à l'autorité parentale, stipulent que l'autorité parentale est l'ensemble des devoirs et des droits qui appartiennent aux parents relativement à la personne et aux biens de leurs enfants, en vue de protéger et d'éduquer ces derniers, depuis "la conception jusqu'à leur majorité ou leur émancipation".

31. D'autre part, en vertu de la loi 23 054, la République argentine a ratifié la Convention américaine relative aux droits de l'homme, dite Pacte de San José de Costa Rica, en vertu de laquelle le terme "être humain" s'entend généralement depuis le moment de la conception.

III. PRINCIPES GENERAUX

La non-discrimination. L'intérêt supérieur de l'enfant.
Mesures relatives à la santé. Développement.
Enfants handicapés. SIDA

32. D'un point de vue philosophique, la législation considère que le "droit inhérent de l'enfant à la vie" constitue une valeur suprême, punit pénalement toute atteinte à l'intégrité physique, mentale et morale de l'enfant, depuis sa conception, et, se fondant sur l'article 3 de la Convention, défend "l'intérêt supérieur de l'enfant" (loi 23 849), étant entendu que le mot "enfant" doit s'entendre de tout être humain du moment de sa conception jusqu'à l'âge de 18 ans.

33. L'article 14 bis de la Constitution de la nation argentine prévoit explicitement la protection intégrale de la famille :

Article 14 bis : "L'Etat octroiera le bénéfice de la sécurité sociale, régime qui aura un caractère global et obligatoire. En particulier, la loi établira : l'assurance sociale obligatoire, gérée par des organismes nationaux ou provinciaux, dotés de l'autonomie financière et économique, administrée par les intéressés avec participation de l'Etat, sans cumul d'apports; les retraites et pensions indexées; la protection intégrale de la famille; les prestations familiales et l'accession à un logement décent."

Cela implique que les autorités nationales, provinciales et municipales devront promouvoir ces droits et garanties constitutionnels sans aucune discrimination, que la famille soit légitime ou naturelle.

Loi 23 264

34. L'article 240 de la loi 23 264, qui porte modification du Code civil, a supprimé tout type de discrimination en matière de filiation puisque les filiations légitime, naturelle et par adoption plénière produisent les mêmes effets sur le plan civil.

Article 240 : "Les filiations légitime et naturelle, ainsi que l'adoption plénière, produisent les mêmes effets conformément aux dispositions du présent code".

35. Toutes ces dispositions législatives sont conformes au texte de la Constitution nationale.

Article 16 : "La nation argentine ne reconnaît aucune prérogative de sang ou de naissance; il n'existe pas de privilège personnel ni de titre de noblesse. Tous les habitants sont égaux devant la loi et peuvent prétendre à tous emplois sans autre condition que l'aptitude. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques".

Loi 23 302

36. Il convient de souligner qu'aux termes de la loi 23 302, promulguée le 8 novembre 1985 :

"Accorder attention et appui aux autochtones et aux communautés autochtones du pays, ainsi que sauvegarder et développer leurs droits pour leur permettre de participer pleinement au processus de développement socio-économique et culturel de la nation est déclaré d'intérêt national", en respectant leurs propres valeurs et spécificités, et en harmonisant les dispositions de la Constitution et de la législation interne afin de protéger et de respecter l'organisation de la famille et les valeurs familiales des autochtones.

Afin de promouvoir et de développer de meilleurs programmes d'aide aux familles ou à leurs membres qui vivent en situation d'urgence, le pouvoir exécutif national a notamment décidé, par le décret 1606/90, de créer le Conseil national de l'enfance et de la famille chargé d'assumer les fonctions qui incombent à l'Etat national en matière de promotion de l'enfance et de la famille, et d'adopter les mesures nécessaires pour contribuer à la consolidation et à l'intégration des familles, ainsi qu'à la protection intégrale des mineurs, des personnes handicapées, des personnes âgées, des personnes abandonnées ou en danger moral ou matériel.

Décret 1606/90

37. Il convient de mentionner les articles suivants dudit décret, qui sont liés à ce thème spécifique :

Article 1 : "Il est créé, dans le cadre du Ministère de la santé et de l'action sociale et sous sa direction, le Conseil national de l'enfance et de la famille, qui assume les fonctions qui incombent à l'Etat national en matière de promotion et de protection intégrale de l'enfance et de la famille, avec l'autonomie technique et le degré de déconcentration administrative prévus par le présent décret, sans préjudice des attributions conférées en la matière au pouvoir judiciaire et aux services du ministère public chargé des mineurs".

Article 2 : "Les fonctions et devoirs du Conseil national de l'enfance et de la famille sont les suivants :

a) Planifier, organiser et exécuter la politique de promotion intégrale de l'enfance et de la famille, conformément aux dispositions en vigueur et aux principes définis par le Ministère de la santé et de l'action sociale.

b) Adopter les mesures nécessaires pour contribuer à consolider, à orienter et à soutenir la famille.

e) Coordonner la participation des institutions publiques, des organisations non gouvernementales, des associations de quartier et des établissements d'utilité publique en général, à la définition, à la mise en oeuvre et à la diffusion des mesures visant, aux niveaux local et régional, à orienter et à promouvoir la famille et ses membres.

g) Promouvoir le développement de la recherche et de la formation dans le domaine de l'enfance et de la famille".

...

Article 14 :

II. "Prévention et traitement de l'abandon.

Les problèmes liés à la constitution et à la consolidation du lien mère-père-enfant seront étudiés par le biais de services et de programmes publics ou privés, afin de renforcer la cellule familiale, unité de base de la société.

Lorsque l'abandon sera inévitable, des programmes visant à offrir à l'enfant un environnement familial de remplacement seront mis en oeuvre. Un soin tout particulier sera apporté à la coordination des programmes visant à traiter les problèmes des enfants en situation d'urgence, des enfants des rues, des enfants en situation d'exploitation par le travail ou victimes de toute forme d'exploitation portant atteinte à leur dignité".

III. "Prévention et traitement de la violence en milieu familial.

Le Conseil assurera la coordination des services et des programmes publics ou privés destinés à éviter, et, le cas échéant, à résoudre les problèmes à l'origine de mauvais traitements physiques et mentaux, de négligences, d'abus et de toute autre forme de relation anormale au sein de la famille".

IV. "Promotion de la famille.

Le Conseil organisera des programmes et des services d'assistance et de promotion à l'intention des familles qui ont besoin d'orientation et de soutien, en procédant à la coordination des secteurs public et privé, afin d'assurer aux familles, et en particulier à leurs membres les plus vulnérables - enfants, personnes handicapées, personnes âgées - dignité et respect de leurs droits fondamentaux. Des centres de promotion familiale seront établis à cet effet à partir d'institutions existantes ou à créer. Ces centres auront un caractère familial et communautaire, développeront des actions pluridisciplinaires et coordonneront leurs programmes".

Loi 23 637

38. Aux termes de la loi 23 637 (tribunaux civils ayant compétence pour les affaires concernant la famille, l'état, le nom et la capacité des personnes), il est décidé ce qui suit :

Article 4 : En attendant la mise en place des tribunaux ayant compétence exclusive pour les affaires concernant la famille et la capacité des personnes, huit des tribunaux nationaux de première instance en matière civile, qui seront déterminés par le pouvoir exécutif et assistés de leurs deux secrétaires - greffiers dans chaque cas, connaîtront exclusivement desdites affaires.

Tribunaux pour mineurs - loi 10 067/83

39. Plusieurs provinces ont mis en place les juridictions spécialisées que sont les tribunaux pour mineurs. En vertu de la loi 10 067/83 sur la protection des mineurs, dans la majorité des cas, les tribunaux pour mineurs ont compétence en matière pénale, civile et d'assistance, excepté dans quelques provinces comme celle de Santiago del Estero, où les tribunaux pour mineurs ont compétence en matière civile et d'assistance, tandis que la justice ordinaire statue en matière pénale.

Titre I - De la protection des mineurs et de son exercice

Article 1er : Dans la province de Buenos Aires, la protection des mineurs est exercée concurremment et de manière coordonnée par les juges des enfants, les assesseurs des tutelles et le Sous-Secrétariat aux mineurs et à la famille.

Article 2 : Afin de coordonner l'exercice des fonctions relevant de la protection des mineurs, il est établi que : a) le juge a la compétence exclusive pour statuer sur la situation du mineur en situation d'abandon ou de danger moral ou matériel, et doit adopter toutes les mesures de tutelle visant à le protéger. b) L'assesseur des tutelles, en qualité de représentant du mineur et de la société, est investi de toutes les attributions nécessaires pour contrôler l'application effective des normes visant à protéger le mineur. c) Le Sous-Secrétariat est chargé de planifier et d'exécuter, directement ou par l'entremise des municipalités, la politique générale à l'égard des mineurs, tant sur le plan de la prévention que sur le plan de la formation et de la rééducation des mineurs placés dans des établissements relevant de son autorité ou de son contrôle, en application de décisions des tribunaux spécialisés.

Chapitre II - De la compétence

Article 10 : Les tribunaux pour mineurs sont compétents :

a) Lorsque des mineurs de moins de 18 ans ont commis un acte ou participé à un fait qualifié par la loi de délit, infraction grave ou contravention.

b) Lorsque la santé, la sécurité, l'éducation ou la moralité de mineurs se trouvent menacées par des actes d'inconduite, des contraventions ou des délits commis par leurs parents, tuteurs, gardiens ou des tiers, par une infraction aux dispositions de la loi concernant la scolarité et le travail, lorsque les mineurs sont en situation d'abandon matériel ou moral parce qu'ils sont orphelins ou pour une autre raison, ou sont en danger d'abandon, afin de leur apporter protection et secours, de pourvoir à leur éducation morale et intellectuelle et de sanctionner, le cas échéant, l'inconduite des parents, tuteurs, gardiens ou tiers, conformément aux lois applicables aux mineurs et aux dispositions de la présente loi.

Mesures visant à protéger la santé et le développement
de l'enfant et de la mère

40. La loi 20 744 sur le contrat de travail, modifiée par la loi 21 824, prévoit un congé de maternité de 45 jours avant l'accouchement et de 45 jours après, comme suit :

Article 177 : Est interdit le travail du personnel féminin pendant les quarante-cinq (45) jours qui précèdent et les quarante-cinq (45) jours qui suivent l'accouchement. Toutefois, l'intéressée peut demander une réduction du congé qui précède l'accouchement, sous réserve qu'il ne soit pas inférieur à trente (30) jours; le restant du congé total s'ajoutera à la période de repos postérieure à l'accouchement. En cas de naissance prématurée, la période de congé non utilisée avant l'accouchement s'ajoutera au congé postérieur à l'accouchement, jusqu'à épuisement des quatre-vingt-dix (90) jours. La femme doit informer l'employeur de sa grossesse en présentant un certificat médical indiquant la date présumée de l'accouchement ou demander à l'employeur de faire constater la grossesse. La travailleuse conserve son emploi pendant les périodes indiquées plus haut et a droit aux allocations prévues par le régime de sécurité sociale, qui lui garantit une somme égale à la rémunération correspondant à la période de congé légale, le tout conformément aux réglementations applicables. Pendant la période de gestation, le droit à la stabilité dans l'emploi est garanti à la femme. Ce droit aura le caractère de droit acquis à partir du moment où la femme fait la notification visée au paragraphe précédent. Au cas où la femme s'absente de son travail, par suite de maladie, pendant une durée supérieure à celle indiquée dans le certificat médical ou justifiée par l'accouchement et se trouve dans l'incapacité de reprendre son travail à l'expiration des délais en question, elle aura droit aux prestations prévues à l'article 208 de la présente loi.

41. Aux termes de l'article 158 de la loi sur le contrat de travail :

"Le travailleur a droit aux congés spéciaux ci-après :

- a) Pour la naissance d'un enfant, deux (2) jours pleins;
- b) Pour se marier, dix (10) jours pleins;

c) Pour le décès du conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, dans les conditions énoncées par la présente loi, pour le décès d'un enfant ou de l'un des parents, trois (3) jours pleins;

d) Pour le décès d'un frère ou d'une soeur, un (1) jour;

e) Pour passer un examen de l'enseignement secondaire ou universitaire, deux (2) jours pleins par examen, avec un maximum de dix jours par période de 12 mois.

42. Les articles 174 et 175 de cette loi disposent également ce qui suit :

Article 174 : Les femmes travaillant le matin et l'après-midi auront droit à une pause de deux (2) heures à midi, sauf dans les cas où, en raison de la prolongation de la journée de travail ainsi imposée, des caractéristiques du travail effectué, des préjudices que l'interruption du travail peut entraîner pour la bénéficiaire elle-même ou l'intérêt général, l'adoption d'un horaire continu sera autorisée, avec suppression ou réduction de la pause en question.

Article 175 : Il est interdit de confier l'exécution de travaux à domicile aux femmes employées dans des locaux ou autres dépendances de l'entreprise.

43. Des garderies sont prévues, en vertu de la loi, pour les établissements employant un nombre minimum de femmes qui est déterminé par la réglementation pertinente. Cette réglementation n'ayant pas été promulguée, cette disposition n'est pas en vigueur, mais la loi dispose que :

Article 179 : "Toute mère allaitante qui travaille pourra disposer de deux (2) pauses d'une demi-heure pour allaiter son enfant au cours de la journée de travail, cela pendant une période ne pouvant durer plus d'un an après la date de la naissance, sauf si, pour des raisons médicales, il est nécessaire que la mère allaite son enfant pendant plus longtemps. Dans les établissements qui emploient le nombre minimal de femmes déterminé par la réglementation, l'employeur devra aménager des salles pour les mères avec nourrisson et des garderies pour les enfants jusqu'à l'âge et dans les conditions qui seront déterminés en temps voulu".

Cela n'empêche pas que les entreprises puissent avoir des garderies dans l'établissement lui-même ou dans un lieu déterminé par ce dernier, pour accueillir les enfants des ouvrières ou des employées.

44. La loi 21 297 traite du régime des prestations et allocations familiales versées aux travailleurs pour la naissance d'un enfant, pour élever une famille nombreuse ou pour couvrir les frais de scolarité ainsi que le coût des soins médicaux et de santé qui devront être fournis :

Article 88 : "L'obligation de cotiser aux caisses de sécurité sociale de la part de l'employeur et des salariés dont il a la charge, en qualité d'affilié direct ou en qualité d'agent de prélèvement, constitue également une obligation contractuelle. L'employeur doit donner au

travailleur qui en fait la demande au moment où prend fin la relation de travail, des pièces attestant du versement des cotisations. Pendant la durée de la relation de travail, l'employeur doit délivrer les pièces en question lorsqu'elles sont demandées pour des motifs valables. Lorsque le contrat de travail prend fin, pour quelque raison que ce soit, l'employeur est tenu de remettre au travailleur un certificat de travail indiquant la durée de la prestation de service, la nature des services, le salaire perçu et les contributions et cotisations versées aux organismes de sécurité sociale".

45. L'article 79 de la loi 20 744 sur le contrat de travail dispose ce qui suit :

"L'employeur doit s'acquitter des obligations découlant de la présente loi, des statuts professionnels, des conventions collectives et des régimes de sécurité sociale, de manière à permettre au travailleur de jouir intégralement et en temps voulu des bénéfices que lui confèrent les dispositions de la loi. Il ne pourra en aucun cas invoquer l'inexécution par le travailleur des obligations qui lui incombent et dont découle la perte totale ou partielle desdits bénéfices, si l'accomplissement par le travailleur des obligations en question dépend de l'initiative de l'employeur et que ce dernier ne peut prouver avoir accompli en temps voulu celles qui lui incombent en tant qu'agent de prélèvement, cotisant ou à un autre titre".

46. Les programmes de cantines scolaires sont destinés aux mères en situation de risque.

47. La loi 21 297 protège les mères contre le licenciement pendant et après la grossesse :

Article 194 : "Sauf preuve contraire, il est présumé que le licenciement d'une travailleuse qui intervient sept mois et demi (7 1/2) avant ou après la date de l'accouchement est motivé par la maternité ou la grossesse, à condition que la mère se soit acquittée de l'obligation de notifier et de confirmer en bonne et due forme la grossesse ainsi que, le cas échéant, la naissance. Dans ces conditions, le licenciement donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant prévu à l'article 198 de la présente loi".

Article 197 : "On considère que le licenciement est dicté par la même cause lorsque l'employeur n'indique aucun motif ou que le motif invoqué n'est pas prouvé, et que le licenciement se produit dans un délai de trois (3) mois avant ou six (6) mois après le mariage, à condition que l'employeur en ait été dûment informé par une notification qui ne peut se faire avant ou après les délais indiqués".

48. Parmi les mesures visant à protéger les mères avant et après l'accouchement, on citera principalement le décret 1606/90, dont l'article 14 dispose ce qui suit :

"a) Domaines de compétence :

I - Périodes prénatale, périnatale et postnatale :

Les besoins personnels, familiaux et sociaux de la mère et de l'enfant à naître, les problèmes liés à la naissance et au premier âge seront intégralement pris en charge par le Conseil, en raison de leur importance. Il favorisera spécialement toutes les mesures visant à protéger la mère isolée, premier indicateur de risque dans la vie de l'enfant, et plus particulièrement la mère mineure et les familles dans le besoin.

II - Prévention et traitement de l'abandon :

Grâce à des services et programmes publics ou privés, une attention particulière sera portée aux problèmes touchant à la constitution et au renforcement du lien mère-père-enfant afin de consolider de cette manière le noyau familial, cellule de base de la société. Si l'abandon est impossible à éviter, tous les programmes visant à offrir à l'enfant un milieu familial de remplacement seront mis en oeuvre. Le Conseil coordonnera en particulier les systèmes d'aide au mineur en danger, à l'enfant des rues, au mineur victime d'exploitation par le travail ou de toute autre manière portant atteinte à sa dignité.

49. Parmi les mesures prises par le Conseil national de l'enfance et de la famille, on citera les principaux éléments des programmes suivants :

a) Programme d'allocations pour frais de garde

50. D'après la décision 1285/79 - Secrétariat d'Etat à l'action sociale (S.E.A.S.) - modifiée par la décision 55/90 - Sous-Secrétariat au mineur handicapé et au troisième âge (S.S.M.D.T.E.) - les objectifs et les bénéficiaires de ce programme sont les suivants :

i) Les objectifs :

Eviter de placer les enfants dans des internats pendant leur première enfance et par conséquent de les séparer de leur milieu familial, pour des raisons liées à la situation socio-économique et aux activités professionnelles de leurs parents, afin de préserver leur développement psychosocial. Permettre à des enfants de quitter les internats et les autres établissements qui relèvent de cet organisme. Promouvoir l'intégration et la promotion de la famille par des actions d'orientation et d'assistance.

ii) Les bénéficiaires :

Ce programme concerne les enfants âgés de 45 jours à cinq ans inclus, qui résident dans la capitale fédérale et son agglomération. La priorité sera accordée :

a) aux enfants dont la mère est seule, travaille, a des revenus modestes et n'a pas de couverture sociale.

b) aux enfants dont les mères sont mineures et placées sous la protection de cet organisme et qui ont besoin, pour réussir leur intégration dans la société, de trouver à la fois un travail et une nourrice ou une crèche.

c) aux enfants dont la famille a besoin d'une aide en raison de circonstances exceptionnelles (maladie, invalidité de l'un des deux parents, chômage).

51. Ce programme a été créé afin de pallier les lacunes de la législation et de protéger l'unité de la famille et le travail de la mère. Ce programme prévoit diverses mesures :

- i) Les frais de garde seront remboursés aux mères dont les enfants ont moins de cinq ans.
- ii) Des subventions pourront être versées aux mères qui se grouperont, pour créer, dans le cadre d'une association ou d'une coopération par exemple, une garderie autogérée ou communautaire. Le Conseil national de l'enfance et de la famille subventionne la mise sur pied de ce type d'établissement et apporte aux personnes qui les gèrent l'assistance technique dont elles ont besoin.
- iii) Des allocations seront versées aux nourrices à qui les mères confieront leur enfant afin de pouvoir continuer de travailler à l'extérieur.

b) Programme de prévention de l'abandon d'enfants et protection des mères exposées à des risques

52. D'après la décision 178/91 du Conseil national de l'enfance et de la famille (CNMF), les objectifs de ce programme sont les suivants :

i) Objectif général :

Mettre sur pied un vaste système de prévention de l'abandon d'enfants et de protection des mineurs dont les hôpitaux publics ou privés ont constaté qu'ils étaient en danger sur le plan physique, psychique ou moral. On considère que les enfants les plus vulnérables sont ceux dont la mère est une adolescente célibataire.

ii) Objectifs particuliers :

S'occuper des mineurs vulnérables, qui se trouvent dans des centres hospitaliers, des cliniques, des maternités, etc.

Apporter un soutien à la famille et à l'entourage de la mère (enceinte) afin qu'ils aident celle-ci sur les plans affectif, économique et social à développer les liens qui l'unissent à son enfant, dans le cadre et en dehors de l'établissement de santé.

Accorder une attention particulière, dans les hôpitaux, les maternités et les cliniques, aux parents qui risquent de rompre prématurément le lien qui les unit à leur enfant et les aider dans le cadre du CNMF ou d'autres institutions à maintenir ce lien.

Prévenir l'aggravation de risques auxquels sont exposés les mineurs recevant des soins dans des centres hospitaliers (toxicomanie, mauvais traitements, délinquance, rupture des liens familiaux, etc.).

Détecter, prévenir, diminuer et le cas échéant, éliminer les causes des mauvais traitements physiques et psychiques dont sont victimes des mineurs en raison des relations anormales qui règnent au sein de leur famille.

Faciliter la prise en charge intégrale des personnes qui risquent le plus d'abandonner leur enfant, notamment les jeunes mineures enceintes en conflit avec leur famille, en protégeant la maternité et en faisant en sorte que ces personnes n'abandonnent pas leur enfant.

Informers convenablement la mère des droits qui sont les siens en ce qui concerne la reconnaissance, la garde et l'entretien de son enfant, et veiller à ce qu'un personnel qualifié prenne soin d'elle.

Veiller à ce que des psychosociologues examinent le cas des familles dont la dynamique présente des dysfonctionnements et si besoin est, dispenser un traitement.

Orienter les familles dont les enfants mineurs souffrent de dénutrition vers les institutions compétentes.

Donner aux personnes qui travaillent dans les hôpitaux et dans les centres de santé une formation adéquate en ce qui concerne le risque de rupture du lien mère-père-enfant.

Apporter une aide aux travailleurs sociaux et au personnel sanitaire pour tout ce qui a trait à la protection du lien mère-enfant.

Favoriser le développement des facultés individuelles des mères célibataires en les aidant à trouver un travail qui ne mette pas en danger leur intégrité physique et mentale.

Faciliter l'accès des femmes aux centres publics et privés d'aide à la mère célibataire, lorsque les circonstances l'exigent.

Encourager les mères célibataires à séjourner dans des foyers et résidences autogérés dont la création sera favorisée afin de les aider à résoudre leurs problèmes.

Inciter les mères à s'occuper de la santé de leur enfant et de leur propre santé en respectant scrupuleusement les prescriptions des médecins et en veillant tout particulièrement à stimuler leurs enfants de manière précoce.

53. Le Conseil national de l'enfance et de la famille porte un intérêt tout particulier aux mères vulnérables, qu'elles soient isolées, multipares ou mères de famille nombreuse ou encore, ce qui est fréquemment le cas en Argentine, qu'elles soient adolescentes. Témoin de cette préoccupation le décret 1606/90 portant création du Conseil national de l'enfance et de la famille, auquel est attribuée une compétence particulière dans le domaine, aux termes du paragraphe I de son article 14 mentionné au paragraphe 48 du présent rapport. C'est en application de cet article qu'a été élaboré un programme qui prévoit diverses formes d'aide, depuis la détection de la grossesse jusqu'à l'assistance donnée par des personnes compétentes (psychologue, assistante sociale, etc.) à la mère en danger, afin que celle-ci puisse surmonter les difficultés auxquelles elle se heurte. Ce programme est mis en oeuvre aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements hospitaliers, que ce soit au sein de la famille ou lorsque celle-ci n'existe pas, dans le cadre de structures de remplacement.

54. Quant aux mesures spéciales en faveur des mères qui travaillent pour leur propre compte ou dans le cadre d'une entreprise familiale, il n'existe pas de législation nationale en la matière. Il n'existe pas non plus de mesures concrètes visant à aider les mères à subvenir seules aux besoins de leurs enfants, lorsque le père est mort ou absent. Le Code civil dispose cependant que les ascendants sont tenus de verser une pension alimentaire à leurs descendants surtout lorsque ceux-ci ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins :

Article 367 : "Les parents par le sang sont tenus à l'obligation alimentaire dans l'ordre suivant : a) les ascendants et les descendants. Cette obligation incombe aux parents les plus proches et en cas de degré de parenté égal, aux parents les mieux à même de s'acquitter de cette obligation."

Milieu familial et protection de remplacement.
Mesures de protection en faveur des enfants et des adolescents

55. Il convient de signaler qu'il existe une abondante législation relative aux enfants et aux adolescents : le Code civil, la loi 10 903 sur la tutelle des mineurs, la loi 19 134 sur l'adoption, etc. On trouvera ci-après quelques-unes des principales dispositions desdites lois.

56. Les articles 264 et suivants du Code Civil définissent les devoirs des parents envers leurs enfants mineurs :

Article 264 : "L'autorité parentale est l'ensemble des droits et des devoirs qui appartiennent aux père et mère relativement à la personne et aux biens de leurs enfants, depuis leur conception jusqu'à leur majorité ou leur émancipation, en vue de les protéger et de les éduquer.

L'autorité parentale est exercée :

1) Dans le cas des enfants légitimes, conjointement par le père et par la mère à condition qu'ils ne soient ni divorcés, ni séparés de corps, et que leur mariage n'ait pas été annulé. Chacun des époux est réputé agir avec l'accord de l'autre, sauf dans les cas visés à l'article 264-4 ou lorsque l'autre époux manifeste son opposition.

2) En cas de séparation de fait, de divorce ou de nullité du mariage, par le parent à qui la garde de l'enfant a été légalement confiée, sans préjudice du droit de l'autre parent de pouvoir communiquer convenablement avec l'enfant et de surveiller son éducation.

3) En cas de décès d'un des parents, d'absence laissant présumer un décès, de déchéance de l'autorité parentale ou de suspension de son exercice, par l'autre parent.

4) Dans le cas des enfants naturels reconnus par un seul des parents, par celui des parents qui a reconnu les enfants.

5) Dans le cas des enfants naturels reconnus par les deux parents, conjointement par les deux parents s'ils vivent ensemble ou, sinon, au parent à qui la garde de l'enfant a été confiée en application d'un accord entre les parents ou d'une décision de justice, ou des conclusions d'une enquête sociale.

6) Par le parent à l'égard duquel la filiation a été judiciairement déclarée, lorsque l'enfant n'a pas été reconnu volontairement."

Article 264 bis : "Si aucun des deux parents n'est en état d'exercer l'autorité parentale, ou si les deux parents ont été déchus de l'autorité parentale, ou en ont été provisoirement privés, les enfants mineurs sont placés sous tutelle. Si les parents d'un enfant naturel sont des mineurs non émancipés, la tutelle sera confiée à la personne qui exerce l'autorité parentale sur celui des parents qui prend soin de l'enfant. Cette tutelle se poursuivra même après que l'autre parent aura été émancipé ou aura atteint la majorité."

Article 264 quater : "Dans les cas visés aux paragraphes 1, 2 et 5 de l'article 264, les deux parents devront manifester leur consentement exprès pour les actes suivants :

1. Autoriser l'enfant à contracter mariage;
2. L'émanciper;
3. L'autoriser à faire partie d'une communauté religieuse ou à s'engager dans les forces armées ou les forces de sécurité;
4. L'autoriser à quitter le territoire de la République;
5. L'autoriser à ester en justice;

6. Disposer des biens immobiliers et des valeurs mobilières qui sont enregistrés au nom des enfants et que les parents administrent avec l'autorisation du juge;

7. Exercer des actes d'administration des biens des enfants, sauf dans le cas où l'un des parents délègue à l'autre parent son droit d'administrer le patrimoine de l'enfant, conformément à l'article 294. Dans tous ces cas, lorsque l'un des parents ne donne pas son consentement, ou se trouve dans l'impossibilité de le donner, il appartient au juge de prendre une décision conformément à l'intérêt de la famille."

Article 265 : "Les enfants mineurs sont placés sous l'autorité et la surveillance de leurs parents. Ceux-ci sont tenus d'élever leurs enfants, de les nourrir et de les éduquer conformément à leur condition et à leur fortune, non seulement grâce aux biens de leurs enfants, mais aussi à leurs biens propres."

Article 266 : "L'enfant doit respect et obéissance à ses père et mère. Même émancipé, il est tenu de veiller sur eux lorsqu'ils sont âgés, déments ou malades et de subvenir à leurs besoins chaque fois qu'ils ne peuvent y subvenir eux-mêmes sans son aide. Cette obligation vaut également pour les autres ascendants."

Article 267 : "L'obligation alimentaire comprend la satisfaction des besoins de l'enfant en ce qui concerne la nourriture, l'éducation, les loisirs, les vêtements, le logement et la santé."

Article 269 : "Lorsque le mineur se trouve dans une situation qui nécessite une intervention urgente et que ses parents sont dans l'impossibilité d'agir, on considère que les aliments qu'il reçoit lui sont donnés avec l'autorisation de ses parents."

Article 271 : "En cas de divorce, de séparation de corps ou d'annulation du mariage, les deux parents ont toujours l'obligation de nourrir, d'entretenir et d'élever leurs enfants même lorsque la garde de ces derniers a été confiée à l'un d'eux."

Article 272 : "Si le père ou la mère manque à cette obligation, peuvent réclamer en justice le versement des aliments dus, l'enfant lui-même s'il est adulte, assisté par un tuteur spécial, l'un quelconque des membres de sa parenté ou le ministère public (assesseur) des mineurs."

57. La loi 10 903 sur la protection des mineurs dispose ce qui suit :

Article 4 : "La tutelle de l'Etat s'exerce par l'intermédiaire des juges nationaux ou provinciaux avec l'assistance du ministère public (assesseur) des mineurs. Cette protection sera assurée dans l'intérêt de la santé, de la sécurité, de l'éducation morale et intellectuelle du mineur, qui sera placé sous tutelle sans préjudice des dispositions des articles 390 et 391 du Code civil."

58. La loi 13 944 définit les sanctions pénales encourues par les personnes qui ne s'acquittent pas de l'obligation alimentaire qui leur incombe :

Article 1er : "Seront punis d'une peine d'emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 500 à 2 000 pesos les parents qui, même en l'absence de décision civile, n'auront pas fourni à leur enfant âgé de moins 18 ans ou âgé de plus de 18 ans mais infirme, les moyens indispensables à son entretien."

59. La loi 15 244, modifiée à diverses reprises, dispose ce qui suit :

Article 1er : "Est créé le Conseil national de la protection de l'enfance qui doit s'acquitter des tâches incombant à l'Etat en matière de protection de l'enfance conformément aux dispositions de la présente loi et sans préjudice des pouvoirs des autorités judiciaires en la matière."

...

Article 7 : "Agent naturel du gouvernement, le Conseil est chargé d'assurer la protection intégrale des mineurs. A cette fin, il veille à l'application effective des normes de prévoyance générale relatives aux faits et situations susceptibles de nuire au développement harmonieux des facultés morales, intellectuelles et physiques des enfants. En ce qui concerne les mineurs qui sont abandonnés ou en danger moral ou matériel ou touchés par des situations conflictuelles, il appartient au Conseil de recommander à la Communauté les mesures de protection et d'assistance à prendre, en procédant lui-même, le cas échéant et conformément aux lois, à tous les actes nécessaires pour atteindre cet objectif. A cette fin il doit contribuer à la consolidation de la famille; il placera les mineurs dans un milieu de remplacement, si cela est nécessaire pour assurer leur protection."

60. En ce qui concerne l'adoption, la loi 19 134 dispose ce qui suit :

Article 9 : "Lorsque plusieurs mineurs sont adoptés, ils doivent l'être selon le même type d'adoption. Une même famille ne peut adopter un mineur selon l'adoption plénière et un autre selon l'adoption simple. Si, conformément à la présente loi, un mineur bénéficie de l'adoption plénière dans une famille qui a déjà adopté d'autres enfants selon l'adoption simple, celle-ci doit être transformée en adoption plénière."

Article 14 : "L'adoption plénière confère à l'enfant une filiation qui se subsistue à sa filiation d'origine. L'adopté cesse d'appartenir à sa famille par le sang. Les liens de parenté avec cette dernière disparaissent ainsi que tous leurs effets juridiques à la seule exception des prohibitions au mariage. L'adopté a, dans la famille de l'adoptant, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un enfant légitime."

Article 20 : "L'adoption simple confère à l'adopté le statut d'enfant légitime mais ne crée pas de lien de parenté entre l'adopté et la famille par le sang de l'adoptant, si ce n'est dans les cas expressément définis dans la présente loi. Les enfants adoptés par un même adoptant seront considérés comme frères et soeurs."

61. Le Décret 1606/90 portant création du Conseil national de l'enfance et de la famille dispose ce qui suit :

Article 13 : "Le Conseil national de l'enfance et de la famille est le successeur naturel des organes technico-administratifs de protection des mineurs, des handicapés et des personnes âgées qui l'ont précédé..."

62. Par la Loi 23 849, l'Argentine a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant à propos de laquelle elle a cependant émis la réserve suivante, qui figure à l'article 2 de ladite loi :

Article 2 : "En ratifiant la Convention, les réserves et déclarations suivantes devront être formulées : La République argentine formule une réserve au sujet des alinéas b), c), d) et e) de l'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant et déclare qu'ils ne s'appliqueront pas dans le territoire relevant de sa juridiction; en effet, leur application exigerait l'existence préalable d'un mécanisme rigoureux de protection juridique de l'enfant en matière d'adoption internationale afin d'empêcher le trafic et la vente des enfants.

En ce qui concerne l'article premier de la Convention relative aux droits de l'enfant, la République argentine déclare que le mot 'enfant' doit s'entendre de tout être humain du moment de la conception jusqu'à l'âge de 18 ans.

En ce qui concerne l'alinéa f) de l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la République argentine, considérant que, conformément à des principes d'ordre éthique, les questions liées à la planification de la famille sont strictement du ressort des parents, estime que les Etats sont tenus, en vertu de cet article, de prendre les mesures appropriées pour conseiller les parents et les éduquer en matière de procréation responsable.

En ce qui concerne l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la République argentine déclare qu'elle aurait souhaité que la Convention interdise formellement l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, comme le stipule son droit interne - lequel continuera de s'appliquer en la matière en vertu de l'article 41."

63. Par la Loi 23 264 portant modification du Code civil, l'Argentine a supprimé toute forme de discrimination entre enfants légitimes et enfants naturels et a placé l'adoption plénière sur le même plan que la filiation biologique.

Article 240 : "Il existe deux sortes de filiation : la filiation biologique et la filiation adoptive. La filiation biologique est soit une filiation légitime soit une filiation naturelle. La filiation légitime, la filiation naturelle et la filiation adoptive (adoption plénière) produisent les mêmes effets, conformément aux dispositions du présent code."

En outre, la même loi a remplacé la puissance paternelle par l'autorité parentale, laquelle est exercée conjointement par le père et la mère.

Article 264 : "L'autorité parentale est l'ensemble des droits et des devoirs qui appartiennent aux père et mère relativement à la personne et aux biens de leurs enfants depuis leur conception jusqu'à leur majorité ou leur émancipation, en vue de les protéger et de les éduquer. L'autorité parentale est exercée :

1) dans le cas des enfants légitimes, conjointement par le père et la mère, pour autant que ceux-ci ne soient ni séparés de corps, ni divorcés et que leur mariage n'ait pas été annulé. Chacun des époux est réputé agir avec l'accord de l'autre sauf dans les cas visés à l'article 264-4, ou lorsque l'autre époux manifeste son opposition.

2) En cas de séparation de corps, de divorce ou de nullité du mariage, par le parent à qui l'entretien de l'enfant a été légalement confié, sans préjudice du droit de l'autre parent de pouvoir communiquer avec son enfant et de superviser son éducation."

64. L'Argentine a ratifié la Convention américaine relative aux droits de l'homme dite Pacte de San José de Costa Rica par la loi 23 054 dont l'article premier se lit comme suit :

Article 1er : "Est approuvée la Convention américaine des droits de l'homme, appelée Pacte de San José de Costa Rica, signée en la ville de San José (Costa Rica) le 22 novembre 1969 et dont le texte fait partie de la présente loi."

IV. Libertés et droits civils

65. Dans la première partie de la Constitution (chapitre unique) sont énoncés les droits et libertés visés aux articles 7, 8, 13 à 18 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

66. Les droits individuels et sociaux consacrés dans la Constitution sont les suivants :

a) Abolition de l'esclavage. Article 15 : "... Tout contrat d'achat et de vente de personnes constitue un délit..."

b) Egalité devant la loi. Article 16 : déjà cité (voir par. 35).

c) Droit à la propriété. Article 17 : "... La propriété est inviolable..."

d) Sécurité. Article 18 : déjà cité (voir par. 15).

e) Droits personnels. Article 19 : "Les actes privés des individus qui ne portent pas atteinte à l'ordre et à la morale publics et ne causent aucun préjudice à autrui ne relèvent que de la justice divine et ne sont pas soumis à l'autorité des magistrats. Aucun habitant de la nation n'est tenu de faire ce que la loi n'ordonne pas ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas."

f) Etrangers. Article 22 : "Les étrangers jouissent sur le territoire de la nation de tous les droits civils du citoyen; ils peuvent exercer leur industrie, commerce et profession, posséder des biens immeubles, les acquérir et les aliéner, naviguer sur les cours d'eau et le long des côtes, exercer librement leur culte, tester et se marier conformément à la loi. Ils ne sont pas tenus d'acquérir la citoyenneté, ni d'acquitter des contributions obligatoires extraordinaires. Ils obtiennent la naturalisation au bout de deux ans de résidence ininterrompue sur le territoire de la nation; mais l'autorité peut abréger ce délai en faveur de ceux qui le sollicitent, s'ils invoquent et prouvent des services rendus à la République."

g) Défense de la patrie. Article 21 : "Tout citoyen argentin est tenu de prendre les armes pour défendre la patrie et la présente Constitution, conformément aux lois promulguées par le Congrès et aux décrets du pouvoir exécutif. Les citoyens naturalisés sont libres d'accomplir ou de ne pas accomplir ce service pendant un délai de dix ans à compter du jour où ils obtiennent la citoyenneté."

h) Immigration. Article 25 : "Le gouvernement fédéral encourage l'immigration européenne; il ne peut restreindre, limiter ni frapper d'impôts l'entrée sur le territoire argentin des étrangers qui ont l'intention de travailler la terre, d'améliorer les industries et d'introduire et d'enseigner les sciences et les arts."

i) Primauté de la Constitution. Article 31 : déjà cité (voir par. 6). Article 28 : "Les principes, garanties et droits reconnus dans les articles précédents ne peuvent être modifiés par les lois qui en régissent l'exercice."

j) Liberté de la presse. Article 32 : "Le Congrès fédéral n'adoptera pas de lois qui restreignent la liberté de la presse ou place la presse sous la juridiction fédérale."

Droits et garanties. Article 33 : déjà cité (voir par. 16).

67. Il faut signaler que la question de savoir si les droits et garanties constitutionnels sont impératifs ou indicatifs a suscité un débat doctrinaire et jurisprudentiel. La discussion a valeur historique car on a considéré que ces droits n'étaient pas absolus et qu'il fallait des lois et règlements - conformément à l'article 3 et à l'article 28 de la Constitution; conformément à la doctrine constitutionnelle la plus récente, on considère au contraire que ces articles représentent un droit impératif général. Le même statut doit être accordé aux droits énoncés dans les instruments internationaux adoptés et ratifiés par la République argentine (par exemple loi 23 054 portant ratification de la Convention américaine relative aux droits de l'homme -Pacte de San José de Costa Rica (1989)).

68. La Cour suprême de justice de la Nation, dans un arrêt très récent (affaire Ekmedjian-Sofovich, portant sur le droit de réponse et de rectification) a défendu la thèse selon laquelle le Pacte de San José de Costa Rica, qui fait partie du droit interne argentin pour ce qui est de son application, était impératif et non indicatif. Cette interprétation et l'application des droits énoncés dans les traités internationaux adoptés et

ratifiés par une loi du Gouvernement argentin s'appliqueraient à la Convention relative aux droits de l'enfant (loi 23 849, sous réserve des observations et interprétations mentionnées à l'article 2 de la loi citée).

69. Il faut souligner qu'à propos des droits et libertés civils et des articles 7, 8 et 13 à 17 de la Convention en particulier, il existe un très grand nombre de lois, qui sont d'application nationale ou provinciale, si la question relève de la compétence des provinces conformément à l'article 104 de la Constitution. On peut signaler à l'échelon du pays, le Code civil et les lois spéciales, dont la loi 18 248 (relative au nom des personnes physiques), la loi 11 357 (droits civils de la femme), la loi 10 903 (office de protection des mineurs), la loi 19 134 (adoption de mineurs), la loi 23 264 (portant modification du Code civil en ce qui concerne l'autorité parentale et la filiation), la loi 23 515 (sur le divorce et l'âge exigé pour le mariage), les lois 22 278 et 22 803 (relatives aux mineurs délinquants) et la loi 23 984 (Code de procédure pénale : titre II du Livre III : juridiction pour mineurs) et la loi 23 054 relative aux droits de l'homme.

V. Milieu familial et protection de remplacement. Soins de santé primaires et bien-être. Education, loisirs et activités culturelles. Mesures spéciales de protection.

70. Le droit de l'homme et de la femme de contracter mariage en donnant librement son consentement en vue de fonder une famille est garanti par le Code civil et par les lois portant modification du Code civil.

Article 172 du Code civil, modifié par la loi 23 515 : "Le mariage civil ne peut exister sans le consentement complet et libre de l'homme et de la femme, exprimé en personne devant l'autorité compétente pour célébrer le mariage."

71. En vertu de la récente loi 23 515, l'âge exigé pour le mariage est de 16 ans révolus pour la femme et de 18 ans pour l'homme :

Article 166, paragraphe 5 : "L'âge inférieur à 16 ans pour la femme et à 18 ans pour l'homme constitue un empêchement au mariage."

Dans le cas de mineurs qui n'ont pas l'âge minimum requis, l'empêchement au mariage ne peut être levé que par une autorisation judiciaire, appelée dispense judiciaire, même quand l'autorisation des parents est donnée.

Article 167 : "Dans le cas visé à l'article 166, paragraphe 5, il peut être contracté mariage valablement moyennant une dispense judiciaire."

Article 168 : "Les mineurs, même s'ils sont émancipés, ne peuvent se marier entre eux ni avec une personne majeure sans le consentement de leurs père et mère, ou de celui qui exerce l'autorité parentale ou de leur tuteur quand aucun des parents n'exerce l'autorité parentale, ou, à défaut, du juge."

72. Par ailleurs, l'Argentine a ratifié la Convention de 1957 qui abolit le mariage par procuration, et a rendu conforme sa législation interne en prévoyant la possibilité de contracter mariage à distance, par la loi 23 515.

Article 173 : "Par mariage à distance on entend le cas où le conjoint absent exprime son consentement personnellement devant l'autorité habilitée à autoriser les mariages du lieu où il se trouve."

Article 174 : "Le mariage à distance est réputé célébré dans la commune où le consentement qui rend l'acte parfait est exprimé."

73. Il n'existe pas de législation spécifique visant à faciliter la constitution d'une famille, en prévoyant des subventions à l'installation, des fournitures de vivres ou autres prestations, indépendamment des politiques en faveur de la famille mises en oeuvre par les organismes de protection de la famille. A ce sujet, le décret 1606/90 prévoit expressément ce qui suit :

Article 2 : "Le Conseil national de l'enfance et de la famille :

a) Elabore, organise et exécute la politique de promotion générale des mineurs et de la famille dans le cadre des dispositions en vigueur, des principes généraux garantissant les droits des enfants et des politiques sociales du Ministère de la santé et de l'action sociale.

b) Prend les mesures nécessaires pour favoriser la consolidation de la famille, lui apporter les conseils et le soutien voulus.

e) Coordonne les activités des institutions publiques, des organisations non gouvernementales, des organisations communales et de toutes les organisations d'utilité publique en général qui participent à l'élaboration, l'exécution et la diffusion des programmes d'action locaux et régionaux visant à orienter et à promouvoir dans tous les domaines la famille et ses membres.

g) Encourage le développement de la recherche et de la formation dans le domaine de l'enfance et de la famille."

Article 14 :

III. Prévention et traitement de la violence dans les familles.

Le Conseil assure la coordination des services et des programmes publics ou privés visant à éviter et le cas échéant à éliminer les causes à l'origine de situations de mauvais traitements physiques et psychiques, de négligence, de sévices et de toute autre forme de dysfonctionnement des relations familiales.

IV. Promotion de la famille.

Le Conseil élabore et exécute des programmes et organise des services visant à aider et à promouvoir dans tous les domaines les familles qui ont besoin de conseils et d'appui, en coordonnant les efforts engagés par tous les services publics et privés afin de donner aux familles, et en particulier aux membres qui en ont le plus besoin - enfants, handicapés, personnes âgées - les moyens de vivre dans la dignité et le respect de leurs droits fondamentaux. Il crée à cette fin des centres de promotion

de la famille en utilisant des institutions existantes ou en en créant de nouvelles, qui ont un caractère éminemment familial et communautaire et agissent selon un mode interdisciplinaire et coordonné.

74. Au nombre des mesures mises en oeuvre par le Conseil afin de renforcer et de protéger la famille, on peut citer les programmes ci-après, dont les éléments les plus intéressants sont décrits.

Programme de prévention pour les famille au bénéfice de subventions
(décision 2742/83 - Ministère d'action sociale - MAS)

75. Les objectifs de ce programme et les bénéficiaires sont les suivants :

1. Objectifs

a) Prévenir des situations critiques qui compromettent l'unité des familles et leur capacité de se prendre en charge, quand ces situations découlent de l'existence déterminante ou aggravante de facteurs économiques défavorables.

b) Eviter de séparer le mineur de son noyau familial quand la famille demeure capable d'assurer son éducation et ses soins mais rencontre des difficultés économiques qui l'empêchent de remplir son rôle.

c) Favoriser la sortie des mineurs placés en institution quand le placement a été rendu nécessaire, principalement par des difficultés économiques des parents et ne répond pas à des besoins de traitement.

2. Bénéficiaires

Peuvent bénéficier de l'aide les familles qui, tout en demeurant capables de prendre en charge leurs membres, en particulier les enfants, traversent une situation de crise familiale ou se trouvent exposées à un risque grave de crise, situation déterminée, aggravée ou précipitée par la réduction ou l'absence de revenus nécessaires pour subvenir aux besoins essentiels du ménage.

76. Ce programme consiste à accorder une aide financière à la famille en situation de risque; il est prévu une allocation pour chaque enfant mineur augmentée d'une allocation pour le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal. Le programme prévoit également une allocation extraordinaire visant à permettre aux ménages de surmonter la crise socio-économique exceptionnelle qu'ils traversent ou d'acheter les outils ou les machines nécessaires pour monter une petite entreprise de production.

Programme de subvention d'urgence en cas de problèmes de logement
(décision 17/81- Secrétariat d'Etat à l'action sociale - S.E.A.S.)

77. Les objectifs de ce programme et les bénéficiaires sont les suivants :

1. Objectifs

a) Eviter la désintégration du noyau familial en contribuant, par l'octroi d'une aide provisoire d'urgence, à reloger des ménages qui n'ont plus de logement ou qui connaissent de graves problèmes financiers ou sont sur le point de perdre leur logement.

b) Conseiller la famille pour l'aider à surmonter la crise et à retrouver les moyens de se prendre en charge.

c) Obtenir la sortie de mineurs placés en institution dans le cas où le motif principal du placement était les problèmes de logement du ménage.

d) Eviter le placement en institution de jeunes mineurs adultes si le seul motif du placement est l'absence de logement, tout en permettant de rechercher une meilleure solution au problème de l'intéressé.

2. Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les ménages ayant des enfants mineurs à charge ainsi que les jeunes adultes en situation d'urgence en raison de l'absence de logement.

La priorité est donnée :

a) Aux ménages constitués par des mères mineures placées sous la protection du Conseil national et qui ont besoin de ressources d'urgence pour parvenir à se réinsérer dans la société;

b) Aux mères seules ayant des enfants mineurs à charge, dont les revenus sont insuffisants ou qui sont sans emploi, et qui n'ont pas de logement;

c) Aux parents ayant des enfants mineurs à charge qui, pour des raisons dûment justifiées, se trouvent en situation d'urgence et ont besoin de cette aide;

d) Aux jeunes adultes mineurs des deux sexes, présentant des possibilités de développement personnel et capables de s'insérer dans la société, qui ont besoin d'une période de transition pour pouvoir s'épanouir pleinement.

78. Soucieux de résoudre les problèmes des membres vulnérables des familles - enfants, personnes âgées, handicapés - le Conseil national de l'enfance et de la famille attribue : i) une allocation provisoire couvrant le prix d'une chambre d'hôtel pour une famille (allocation extraordinaire en cas d'urgence, incendie ou expulsion), et ii) une somme pour permettre à la famille de payer

le loyer; cette somme représente un premier mois de loyer et les deux mois de caution (selon les conditions fixées dans la loi sur les loyers et les contrats urbains).

Programme de traitement social des personnes handicapées
(décision 540/83 - Ministère de l'action sociale)

79. Les objectifs et les bénéficiaires de ce programme sont les suivants :

1. Objectifs

a) Faciliter la solution de situations difficiles, individuelles ou familiales, aggravées par le handicap, en apportant une contribution sous forme d'allocation provisoire d'urgence permettant au handicapé d'accéder aux moyens de développer de façon optimale ses aptitudes et possibilités.

b) Donner au handicapé et à sa famille les conseils lui permettant de surmonter la situation de crise et ensuite de recouvrer ses possibilités et son fonctionnement autonome.

2. Bénéficiaires

a) Les handicapés nécessitant une aide provisoire pour surmonter les problèmes dus à l'insuffisance de leurs ressources ou de l'aide fournie.

b) Pour accorder l'aide au titre de ce programme, il est tenu compte de la situation socio-économique et du milieu général du handicapé ainsi que du diagnostic et du pronostic médicaux de l'invalidité.

80. Ce programme prévoit diverses actions, consistant notamment à apporter une aide économique directe aux personnes âgées (de plus de 60 ans), qui vivent seules, dans leur famille ou dans une institution. L'aide peut compléter les prestations de la sécurité sociale ou constituer la seule source de subvention, dans le cas des personnes âgées qui n'ont pas de pension de retraite de l'Etat.

Programme de traitement interdisciplinaire dans le cas des aveugles
et mal voyants
(décision 314/91 - Conseil national de l'enfance et de la famille)

81. Les objectifs et les bénéficiaires sont les suivants :

Il s'agit d'encourager le développement et l'autonomie de la personne présentant un tel handicap, en respectant les choix personnels, et de renforcer les liens familiaux en vue d'assurer une bonne insertion sociale. Le programme vise à assurer la protection et la promotion dans tous les domaines des personnes présentant ce handicap dans le cadre de la famille et de la collectivité; des programmes de prévention, de formation et de réinsertion avec débouchés dans le monde du travail sont organisés, en vue de garantir le développement en toute autonomie de l'intéressé, dont les choix personnels sont respectés, tout en renforçant les liens familiaux de façon à assurer une bonne insertion sociale. Les intéressés sont pris en charge dans un centre de jour ou sont placés en institution, selon les besoins de chacun.

Programme de lutte contre l'infection par le VIH et de prévention
de cette infection
(décision 310/90 du Conseil national de l'enfance et de la famille - CNMF)

82. Les objectifs et les composantes du programme sont présentés ci-après :

1. Objectifs

a) Dans le domaine où le Conseil est compétent, prévenir la transmission de l'infection par le VIH et des infections qui lui sont le plus fréquemment associées (hépatite B, maladies sexuellement transmissibles, tuberculose, etc.);

b) Réduire la morbidité et la mortalité associées à l'infection par le VIH;

c) Promouvoir dans le domaine de compétence du CNMF la création de centres de soins et d'orientation;

d) Encourager les actions visant à remédier aux problèmes sociaux découlant de l'infection (adoption d'enfants séropositifs ou éducation de ceux-ci dans un milieu familial, réinsertion sociale, familiale et professionnelle des personnes infectées, etc.);

e) Promouvoir une législation aidant à juguler la propagation de l'infection, éviter la discrimination et accorder toute l'attention voulue aux familles affectées.

2. Activités

a) Améliorer l'état de santé général de la population traitée;

b) Prévenir la transmission par voie sexuelle;

c) Prévenir la transmission parentérale;

d) Prévenir la transmission materno-foetale;

e) Accorder une attention adéquate aux individus et aux familles affectées;

f) Participer à la surveillance épidémiologique;

g) Eduquer et former des professionnels et des non-professionnels pour en faire des agents chargés de retransmettre l'information et la formation;

h) Encourager la réalisation d'enquêtes;

i) Procéder à une évaluation de la situation dans le domaine de compétence du Conseil.

83. Face à l'apparition de cette pandémie, il s'est avéré nécessaire d'exécuter, en coordination avec les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, nationaux et étrangers ayant des objectifs voisins, un programme de lutte contre la transmission du VIH, de soins aux personnes infectées et d'orientation du reste de la population. On s'efforce par diverses mesures de prévenir la transmission de l'infection par le VIH, de réduire la morbidité et la mortalité associées à l'infection et de faire face aux divers problèmes liés à l'infection (discrimination, insertion professionnelle, poursuite des études, etc.).

Les enfants handicapés

84. Il convient de consacrer un chapitre spécial à l'ensemble des problèmes des mineurs présentant des déficiences physiques et mentales. On rappellera à cet égard que la nation argentine s'est conformée à la Déclaration des droits du déficient mental proclamée le 20 décembre 1971 par l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Déclaration des droits des personnes handicapées proclamée par l'Assemblée générale le 9 décembre 1975 puisque ces droits sont énoncés dans la loi 22 431 sur la protection complète des personnes handicapées.

Article 2 du décret réglementaire 498 : Les ministères de la santé publique et de l'environnement ainsi que de l'action sociale seront compétents pour fixer les normes explicatives et interprétatives pertinentes de la réglementation adoptée par le présent décret, sans préjudice des pouvoirs attribués spécifiquement par la loi 22 431.

85. La loi 22 431 comprend les dispositions suivantes :

Article 1er : La présente loi établit un système de protection complète des personnes handicapées visant à leur assurer des soins médicaux, une éducation et le bénéfice de la sécurité sociale ainsi qu'à leur accorder des exonérations et des incitations destinées à neutraliser autant que possible les inconvénients découlant de leur handicap et à leur donner la possibilité de jouer par leurs efforts un rôle dans la communauté qui soit équivalent à celui que jouent les personnes non handicapées.

Article 2 : Aux fins de la présente loi, on entend par personne handicapée toute personne souffrant d'une altération fonctionnelle permanente ou prolongée, physique ou mentale, qui, compte tenu de son âge et de son milieu social, entraîne des désavantages considérables pour son intégration familiale, sociale, scolaire ou professionnelle.

Article 3 : Le secrétariat d'Etat à la santé publique certifiera dans chaque cas l'existence de l'incapacité, sa nature et son degré, ainsi que les possibilités de rééducation. Le secrétariat d'Etat indiquera aussi, en tenant compte de la personnalité et des antécédents de la personne affectée, quel type de travail ou d'activité professionnelle elle peut exécuter.

L'attestation qui sera délivrée fera pleinement foi dans tous les cas où il sera nécessaire d'invoquer l'incapacité, sous réserve des dispositions de l'article 19 de la présente loi.

Article 4 : L'Etat, par l'intermédiaire de ses organismes, fournira aux personnes handicapées, dans la mesure où celles-ci, les personnes dont elles dépendent ou les organismes d'action sociale auxquels elles sont affiliées ne peuvent les prendre en charge :

- a) Rééducation complète consistant à développer les capacités de la personne handicapée.
- b) Formation technique et professionnelle.
- c) Prêts et subventions visant à faciliter l'activité professionnelle ou intellectuelle.
- d) Régimes spécifiques de sécurité sociale.
- e) Scolarisation dans des établissements ordinaires avec les appuis nécessaires fournis gratuitement ou dans des établissements spéciaux quand le degré d'incapacité ne permet pas la fréquentation d'une école ordinaire.
- f) Orientation ou promotion individuelle, familiale et sociale.

...

Article 6 : Le Ministère de la protection sociale de la nation et la municipalité de Buenos Aires exécuteront des programmes visant à offrir, dans les hôpitaux relevant de leurs juridictions, et compte tenu du degré de complexité et du territoire à couvrir, des services spéciaux destinés aux personnes handicapées. Ils encourageront aussi la création d'ateliers thérapeutiques protégés et s'occuperont de leur homologation, de leur enregistrement et de leur supervision.

...

Article 12 : Le Ministère du travail appuiera la création d'ateliers de production protégés et s'occupera de leur homologation, de leur enregistrement et de leur supervision. Il favorisera aussi le travail des personnes handicapées dans le cadre du système de travail à domicile.

Ce même ministère proposera au pouvoir exécutif national le régime professionnel dont devront relever les activités menées dans les ateliers de production protégés.

...

Article 14 bis : Le montant des allocations de scolarité dans l'enseignement primaire, moyen et supérieur et des subventions scolaires sera doublé lorsque l'enfant à la charge du travailleur, quel que soit son âge, est handicapé et fréquente un établissement public ou privé, contrôlé par l'autorité compétente, dans lequel il reçoit un enseignement ordinaire ou spécial.

Aux fins de la présente loi, la fréquentation régulière par un enfant handicapé à la charge du travailleur d'un établissement public ou privé contrôlé par l'autorité compétente dans lequel sont fournis exclusivement des services de rééducation sera assimilée à la fréquentation régulière d'un établissement d'enseignement primaire.

86. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de toutes les lois d'adhésion aux lois fédérales édictées par les provinces et des lois provinciales concernant expressément les personnes handicapées, parmi lesquelles on peut citer les suivantes :

Loi 10 315 : Subventions pour les consultations ambulatoires dans les établissements psychiatriques.

Loi 10 205 : Des allocations sociales.

Loi 11 134 : Priorité à l'achat auprès d'ateliers protégés et coopération de la part de l'Etat.

Loi 10 429 : De la prévention de l'hypothyroïdie et de la phénylcétonurie.

Loi 10 836 : Du transport accompagné des personnes handicapées.

Loi 10 592 : Régime juridique fondamental et complet pour les personnes handicapées.

Loi 10 499 : Aliments pour personnes démunies atteintes de la maladie coeliaque.

87. Au niveau national, les organes administratifs chargés de la santé physique et mentale des enfants, des adolescents et des personnes handicapées dans la famille, sont le Ministère de la santé et de l'action sociale et le Conseil national de l'enfance et de la famille dont les attributions sont les suivantes :

Article 14 du décret 1606/90 :

VI - Promotion sociale des personnes handicapées

Le Conseil national de l'enfance et de la famille s'occupera de tous les aspects de la protection et de la promotion des personnes handicapées, dans le cadre familial et communautaire, et organisera à cette fin des programmes de prévention, de formation et de rééducation complète ouvrant des débouchés professionnels à ces personnes.

88. Sans préjudice de ce qui a été dit plus haut, il convient de mentionner la Commission nationale consultative pour l'intégration des personnes handicapées qui relève de la Présidence de la nation. La loi 23 462 porte ratification de la Convention No 159 de l'OIT qui détermine tout ce qui a trait aux aspects éducation, santé, travail et prévoyance.

89. On entend par personne handicapée toute personne souffrant d'une altération fonctionnelle permanente ou prolongée, physique ou mentale, qui, compte tenu de son âge et de son milieu social, entraîne des désavantages considérables pour son intégration familiale, sociale, scolaire ou professionnelle. Le Secrétariat d'Etat à la santé publique certifiera dans chaque cas l'existence de l'incapacité, sa nature et son degré ainsi que les possibilités de rééducation. Par l'intermédiaire des organes qui relèvent de lui, l'Etat fournira le cas échéant les services suivants : a) rééducation médicale complète; b) enseignement spécial le cas échéant; c) formation professionnelle; d) prêts et subventions visant à faciliter l'activité professionnelle ou intellectuelle; e) régimes spécifiques de sécurité sociale; f) scolarisation dans des établissements ordinaires ou dans des établissements spéciaux quand le degré d'incapacité ne permet pas la fréquentation d'une école ordinaire. Par l'intermédiaire du Ministère de la santé et de l'action sociale, on encouragera la création d'ateliers protégés ou thérapeutiques. L'Etat, les organes décentralisés, les entreprises semi-publiques et publiques sont tenus d'avoir au moins 4 % de personnes handicapées parmi leur personnel.

90. On donnera la priorité aux personnes handicapées lorsqu'il s'agira d'attribuer l'exploitation de petits commerces de biens relevant du domaine public. Le Ministère du travail et de la sécurité sociale appuiera la création d'ateliers de production protégés et aidera ceux-ci par le biais du système de travail à domicile. Il incombera au Ministère de l'éducation et de la culture de repérer les élèves handicapés et de déterminer si les mesures prises contribuent à leur intégration dans le système éducatif. Il créera des centres d'évaluation et d'orientation préprofessionnelle pour proposer un apprentissage à ces personnes et formera le personnel enseignant et spécialisé. Le montant des allocations de scolarité dans l'enseignement primaire, moyen et supérieur et des subventions scolaires sera doublé pour un enfant handicapé qui répond aux conditions énoncées par la loi. On appliquera les dispositions de la loi 20 475, et on modifie dans un sens plus favorable les lois 18 017 (T.O. - Texto Ordenado - 1974), 18 037 (T.O. 1976) et 18 038 (T.O. 1976). Des facilités sont accordées pour le transport gratuit des personnes handicapées et de leurs accompagnateurs.

Mesures visant à protéger les enfants et les adolescents
de l'exploitation économique

91. En ce qui concerne les mesures spéciales visant à protéger les enfants et adolescents de l'exploitation économique ou sociale et de toute autre forme d'exploitation, de l'abandon, de la cruauté, et de la traite, il faut, au niveau national, mentionner la loi 10 903 relative à la protection des mineurs, qui introduit les réformes suivantes :

Article 1er : L'article 264 du Code civil est remplacé par le texte suivant :

Article 264 : L'autorité parentale est l'ensemble des droits et des obligations qui appartiennent aux père et mère relativement à la personne et aux biens de leurs enfants, depuis leur conception jusqu'à leur majorité ou leur émancipation.

Article 310 : En cas de perte de l'autorité parentale (art. 307) ou de l'exercice de celle-ci (art. 308), les mineurs sont placés sous la tutelle de l'Etat national ou ou de la province.

Article 4 : La tutelle de l'Etat national s'exerce par l'intermédiaire des juges nationaux ou provinciaux, avec l'assistance du Ministère public (assesseur) des mineurs. Cette protection est assurée dans l'intérêt de la santé, de la sécurité, de l'éducation morale et intellectuelle du mineur, qui est placé sous tutelle sans préjudice des dispositions des articles 390 et 391 du Code civil.

Article 21 : Aux fins des articles précédents, on entend par mineur en situation d'abandon matériel ou moral, ou de danger moral, un mineur qui est incité par ses parents, tuteurs ou gardiens, à exécuter des actes préjudiciables à sa santé physique ou morale, qui mendie ou vagabonde, fréquente des lieux réprouvés par la morale, des établissements de jeux ou des endroits où vivent des voleurs ou des personnes perverses ou de mauvaise vie ou qui, avant l'âge de 18 ans, vend des périodiques, publications ou objets de quelque nature que ce soit dans la rue ou les lieux publics, s'il se trouve loin de la surveillance de ses parents ou gardiens ou s'il exerce des activités ou un emploi préjudiciable à la moralité ou à la santé.

92. La loi 20 744 sur le contrat de travail comprend notamment les dispositions suivantes :

"Article 187 : Les mineurs de l'un et l'autre sexe, ayant plus de 14 ans et moins de 18 ans, peuvent conclure tout type de contrat de travail dans les conditions prévues par les articles 32 et suivants de la présente loi. Les réglementations, conventions collectives ou échelles des salaires qui seront élaborées devront garantir au travailleur mineur l'égalité de rémunération avec les travailleurs majeurs pour un horaire de travail ou des tâches identiques.

Le régime d'apprentissage et d'orientation professionnelle applicable aux mineurs ayant entre 14 et 18 ans est déterminé par les dispositions pertinentes en vigueur ou celles qui seront adoptées à cet effet.

...

Article 189 : Il est interdit d'employer des mineurs de moins de 14 ans à quelque type d'activités que ce soit, à des fins lucratives ou non.

Cette interdiction tombe dans les cas où l'organisme de tutelle autorise leur emploi dans les entreprises où ne travaillent que les membres de la même famille, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'occupations nocives, préjudiciables ou dangereuses.

On ne peut pas non plus employer un mineur ayant dépassé l'âge indiqué mais qui, étant encore d'âge scolaire, n'a pas achevé la scolarité obligatoire, à moins que l'organisme de tutelle ne l'autorise expressément dans le cas où le travail du mineur est jugé indispensable

pour sa propre subsistance ou celle de sa famille directe, pour autant que lui soit dispensé de manière satisfaisante le minimum d'instruction scolaire exigé.

Article 190 : On ne peut employer des mineurs de 14 à 18 ans à aucun type d'activité durant plus de six heures par jour ou 36 heures par semaine, sans préjudice de l'inégalité de répartition des heures de travail.

La durée du travail des mineurs de plus de 16 ans peut, sur autorisation de l'autorité administrative, être étendue à huit heures par jour ou 48 heures par semaine.

On ne peut employer des mineurs de l'un ou l'autre sexe à des travaux nocturnes, c'est-à-dire des travaux effectués entre 20 heures et six heures. Dans les établissements manufacturiers qui fonctionnent 24 heures sur 24 avec trois équipes successives, la période d'interdiction absolue d'emploi de mineurs est régie par le présent titre et par les dispositions de la dernière partie de l'article 173 de la présente loi, mais uniquement dans le cas des mineurs de plus de 16 ans.

Article 176 : Il est interdit d'employer des femmes à des travaux ayant un caractère pénible, dangereux ou insalubre. La réglementation déterminera les industries visées par cette interdiction.

...

Article 195 : Aux fins des responsabilités et indemnisations prévues dans la législation du travail, en cas d'accident du travail ou de maladie d'un mineur, si la cause s'avère être l'exécution de l'une des tâches interdites au mineur ou l'exécution de tâches dans des conditions contraires aux normes, on considérera de ce seul fait que l'accident ou la maladie résulte de la faute de l'employeur, sans que la preuve du contraire puisse être admise. Si l'accident ou la maladie est due au fait que le mineur se trouvait à l'insu de l'employeur en un lieu de travail où sa présence était illicite ou interdite, l'employeur pourra prouver qu'il n'y a pas faute de sa part."

93. Le décret 1606/90 porte création du Conseil national de l'enfance et de la famille, organisme technique et administratif qui participe à la protection du mineur et exécute des programmes visant à protéger les mineurs et adolescents handicapés mentionnés plus haut. S'il est vrai que la politique de cet organisme consiste à mettre l'accent sur les programmes de type préventif qui permettent d'éviter les situations d'abandon, l'objectif n'est pas atteint dans tous les cas. La manière classique de prendre en charge les enfants abandonnés a jusqu'ici consisté à les placer dans des établissements d'assistance, mais cette attitude change et on commence à s'orienter vers des formules autres que le placement en institution et à tenter de sauver le lien familial, car on pense que c'est le seul moyen adéquat d'assurer le développement de l'enfant.

94. En ce qui concerne le travail des mineurs, la loi 20 744 sur le contrat de travail comprend notamment les dispositions suivantes :

"Article 188 : Pour engager des mineurs de moins de 18 ans de l'un ou l'autre sexe, l'employeur doit exiger de ceux-ci ou de leurs représentants légaux un certificat médical d'aptitude au travail et les soumettre aux examens médicaux périodiques prévus par les réglementations pertinentes.

...

Article 194 : Les mineurs de l'un ou l'autre sexe doivent bénéficier d'une période de congé annuel d'au moins 15 jours dans les conditions prévues au titre V de la présente loi."

On se reportera aussi aux articles 187, 189, 190 et 176 déjà cités (par. 92).

95. D'autres articles de la même loi visent à protéger les mineurs :

"Article 200 : La durée du travail effectué intégralement de nuit, c'est-à-dire dans la période comprise entre 21 heures et 6 heures, ne pourra pas dépasser 7 heures. Cette limitation ne s'appliquera pas dans le cas du travail en cycle continu par roulement. Lorsque le travail de jour alterne avec le travail de nuit, on réduira chaque période de travail de 8 minutes par heure de travail nocturne effectuée ou on paiera les 8 minutes excédentaires au taux des heures supplémentaires conformément aux règles énoncées à l'article 201.

Dans le cas où l'autorité chargée de veiller à l'application des normes constate que les tâches sont exécutées dans des conditions d'insalubrité, elle mettra d'abord l'employeur en demeure d'adapter le lieu de travail, l'établissement ou l'activité dans un délai raisonnable qui sera déterminé à cet effet afin que le travail soit exécuté dans des conditions de salubrité. Si l'employeur ne donne pas suite à la mise en demeure dans le délai et sous la forme requis, l'autorité chargée de veiller à l'application de la loi procédera à la qualification des infractions liées aux tâches exécutées ou au cadre de travail.

Lorsque les tâches exécutées ou le milieu de travail sont déclarés insalubres, la durée du travail ne pourra dépasser six heures par jour ou 36 heures par semaine. L'insalubrité sera réputée inexistante tant que l'autorité chargée de veiller à l'application des normes ne l'aura pas proclamée sur la base d'avis médicaux scientifiquement rigoureux et ladite autorité ne pourra laisser la déclaration d'insalubrité sans suite que si les circonstances caractérisant l'insalubrité ont disparu. La réduction de l'horaire de travail n'entraînera pas une diminution de la rémunération.

Les recours administratifs ayant été épuisés, la déclaration d'insalubrité ou le refus de la laisser sans suite pourra donner lieu à l'exercice d'un recours selon les conditions, formes et procédures prévues pour l'appel des jugements devant la juridiction du travail de la

capitale fédérale. Pour fonder ce recours, l'appelant pourra présenter de nouvelles preuves. La législation nationale fixera la durée des horaires de travail réduits en cas d'exécution de tâches pénibles, humiliantes ou présentant des risques, qui seront définies de manière précise et individualisée."

Article 95 : déjà cité (voir par. 92).

Programme de nourrices ou "Amas Externas" (Décision 345/79 du Secrétariat d'Etat à l'enfance et à la famille - SEMF)

96. Réglementation concernant ce service :

a) On désigne sous l'expression "Ama Externa" ou "nourrice" la femme à la garde de laquelle des enfants sont confiés de manière provisoire;

b) Une allocation quotidienne par enfant, dont le montant est fixé chaque année, est versée à titre de paiement;

c) L'allocation versée à la nourrice couvre les frais relatifs aux soins, à l'hygiène, à l'alimentation, à l'usage de meubles, à l'habillement, au linge de maison et aux déplacements jusqu'à l'institution et aux services d'assistance.

Ce programme permet de placer dans une famille qui reçoit une allocation pour s'occuper d'eux, des mineurs ayant entre 0 et 5 ans, qui peuvent ultérieurement, en cas d'abandon absolu, être confiés à des familles pour adoption.

Programme de nourrices ("Amas Externas") pour enfants nécessitant des soins particuliers (décision 836/80 du Secrétariat d'Etat au mineur et à la famille - SEMF)

97. Les objectifs et les bénéficiaires de ce programme sont indiqués ci-après :

1. Objectifs

Permettre la réinsertion, totale ou partielle, des mineurs dont l'organisme a la charge, dans un milieu familial où ils peuvent recevoir des soins individualisés lorsque leur état de santé physique ou mentale requiert un traitement spécialisé.

2. Bénéficiaires

Ce programme est destiné aux mineurs à la charge de l'organisme de protection qui remplissent les conditions suivantes :

a) Avoir entre 0 et 3 ans au moment de leur admission;

b) Présenter un diagnostic de pathologie physique ou mentale avec un pronostic de guérison totale ou partielle à court ou à moyen terme;

- c) Nécessiter, pour les besoins de leur traitement, des soins particuliers dans un milieu familial.

98. Ce programme étant destiné à des mineurs handicapés, les nourrices perçoivent une rémunération adaptée. Le Département de la santé supervise le programme, auquel ne sont admis pas plus de deux ou trois enfants par nourrice et dont la durée varie en fonction des problèmes de l'enfant.

99. Ce programme prévoit également la prise en charge par des nourrices d'enfants porteurs du VIH, selon une formule qui a été mise sur pied en réponse aux problèmes du SIDA. Dans ce cas, la rémunération des nourrices est réajustée, étant donné les exigences plus spécifiques de leur tâche; elles ne prennent en garde, en outre, qu'un seul enfant et sont supervisées en permanence par le Département de la santé. Ce programme est également destiné aux enfants en situation d'abandon, sans préjudice des autres programmes destinés aux enfants porteurs du VIH avec lesquels la mère continue d'entretenir le lien familial.

Programme de foyers pour mineurs (Décision 834/91 du Ministère du bien-être social - M.B.S.)

100. Les objectifs et les bénéficiaires de ce programme sont décrits ci-après :

1. Objectifs

Assurer la prise en charge de mineurs en danger ou en situation d'abandon dans un foyer pleinement intégré à la société, de manière à favoriser le développement d'une personnalité équilibrée et autonome et à leur permettre de réussir leur insertion sociale et d'atteindre un niveau de réalisation personnelle satisfaisant, compte tenu de leurs besoins et leurs problèmes individuels.

2. Bénéficiaires

Des mineurs peuvent être admis au bénéfice de ce programme, pour autant que :

- a) Leur intégration dans un foyer soit indiquée en vue de commencer, poursuivre ou terminer un traitement;
- b) Leur état de santé physique et mentale, de même que leur comportement, autorisent leur placement dans un foyer sans que cela ne crée de risques pour le bon fonctionnement de l'établissement, ni pour les autres mineurs qui bénéficient d'un traitement;
- c) Ils remplissent les conditions requises pour les différents types de traitement offerts.

101. Peuvent avoir accès à ce programme les mineurs provenant d'institutions spécialisées, les bénéficiaires des divers programmes de prévention et programmes alternatifs du Conseil national de l'enfance et de la famille, ainsi que les mineurs envoyés par les tribunaux nationaux et fédéraux compétents. Les mineurs peuvent rester dans les foyers jusqu'à leur majorité, ou aussi longtemps que ce régime apparaît comme le plus indiqué pour leur traitement.

Programme de familles de substitution (Décision 1379/69 - Secrétariat d'Etat à la promotion et à l'assistance communautaires - S.F.P.A.C.)

102. Les objectifs et les bénéficiaires sont indiqués ci-après :

1. Objectifs

- a) Obtenir la sortie du plus grand nombre possible de mineurs d'âges différents qui se trouvent dans des institutions sans présenter de problèmes graves de comportement, en les plaçant dans des familles de substitution; leur permettre ainsi d'avoir des rapports familiaux normaux et, dans la mesure du possible, leur donner les mêmes chances de se développer physiquement et mentalement que les mineurs qui vivent normalement chez eux, dans leur propre famille;
- b) Eviter de placer des mineurs en institution si ce n'est pas nécessaire, de manière à réserver les instituts aux mineurs qu'il a été impossible de placer dans leur propre famille ou dans une famille de substitution, ou encore de faire adopter.

2. Bénéficiaires

Ce programme s'adresse aux mineurs placés en institution ou dont le placement est sollicité, âgés de 10 ans au maximum et sans problèmes de comportement, dont la situation familiale permet de supposer qu'ils ne seront ni confiés pour adoption ni retirés rapidement par leur propre famille.

103. Est considéré comme famille de substitution tout ménage légalement constitué, avec ou sans enfants, jouissant de bons rapports familiaux, conjugaux et sociaux, auquel sont confiés des mineurs âgés de 10 ans au maximum et ne présentant pas de problèmes de comportement, afin qu'ils aient la possibilité de recevoir une éducation et de se développer au sein d'une famille. Celle-ci reçoit une aide financière selon ses besoins et sa situation économique, et en fonction du nombre de mineurs qui sont à sa charge.

Programme de bourses d'études (Décision 142 Dossier No 50 204/90)

104. Les objectifs et les personnes visés par le programme sont les suivants :

1. Objectifs

Fournir aux mineurs assistés l'opportunité :

- a) De développer leur personnalité de manière complète et autonome;
- b) De recevoir une formation professionnelle correspondant à leurs besoins, leurs intérêts et leurs aptitudes;
- c) De s'intégrer à leur réalité familiale, sociale et nationale.

Dans l'application du programme, on s'efforce d'éviter le placement en institution lorsque le but recherché est de permettre aux mineurs de faire des études. On veut également favoriser la sortie de ceux qui, pour le même motif, se trouvent déjà placés dans une institution. Ces bourses d'études peuvent également être étendues aux bénéficiaires des divers programmes et mesures de protection prévus par la Direction nationale de l'enfance et de la famille en vue d'atteindre les objectifs cités plus haut.

2. Bénéficiaires

Pour avoir droit aux bourses d'études prévues dans le cadre de ce programme, les mineurs, âgés de 20 ans au maximum, devront satisfaire aux conditions suivantes :

a) Avoir des dispositions morales et intellectuelles ainsi qu'un comportement compatibles avec les études ou la formation professionnelle qu'ils veulent commencer et/ou poursuivre;

b) Manquer de ressources financières personnelles et/ou familiales suffisantes pour pouvoir assumer, dans des limites raisonnables, le coût de leurs études.

105. Il s'agit donc d'un programme de bourses qui permettent à la fois de financer les coûts impliqués par la poursuite des études, et de compenser la diminution ou l'insuffisance des revenus qui en découlent pour le mineur étudiant.

Programme d'éducation permanente et de formation professionnelle (Décision 149/92 - Conseil national de l'enfance et de la famille - CNMF)

106. Cadre théorique : Mettre au point un ensemble de critères pour une éducation personnalisée et permanente, qui deviendront les principes de base du système, caractérisé par la souplesse dans l'adaptation aux besoins de l'assisté, la participation et l'intégration à la communauté et la pleine utilisation de l'offre globale des services éducatifs. Ceci implique la transformation d'une institution, qui, au lieu de rester fermée sur elle-même et de viser à l'autosuffisance, s'ouvrira à la communauté, non seulement pour offrir des services mais aussi pour en demander, permettant ainsi de créer des liens entre l'assisté et la société. Par ailleurs, ce programme d'éducation permanente et de formation professionnelle permettra de renouveler un projet institutionnel datant du début du siècle et orienté vers l'éducation de mineurs placés en institution, en le remplaçant par un système qui donne à chaque assisté la possibilité d'acquérir une formation.

107. Selon ce programme, le mineur, qu'il soit au sein d'une famille ou au bénéfice des programmes de l'organisme de protection, reçoit une allocation destinée à payer les services d'un éducateur ou d'un formateur professionnel, quelle que soit la nature de la prestation. Ce que cette formule a de nouveau, c'est qu'elle permet de fournir un appui à domicile dans des cas atypiques, par exemple lorsque des mineurs sont privés de liberté par décision judiciaire, pour cause de maladie ou de discrimination (porteurs du VIH, victimes d'un délit, femmes enceintes, etc.), de manière que l'éducation ou l'insertion professionnelle des assistés n'en soit pas affectée.

Mineurs délinquants

108. Nous soulignons qu'il existe une législation spéciale pour les mineurs ayant commis des actes délictueux.

109. La loi 22 278, modifiée par la loi 22 803, stipule :

"Article 1er : N'est pas punissable le mineur de moins de 16 ans. N'est pas punissable en outre le mineur de moins de 18 ans, pour des infractions touchant à des actes privés, ou celles qui sont sanctionnées par une peine privative de liberté de deux ans au maximum, ou encore une amende ou une incapacité.

Si un mineur a commis une infraction, l'autorité judiciaire se saisit provisoirement de l'affaire, constate l'infraction, rencontre le mineur, ses parents, son tuteur ou son gardien, et ordonne toutes enquêtes et expertises utiles pour mieux connaître sa personnalité et ses conditions de vie familiales et sociales.

Pour les besoins de cette enquête, le juge peut confier le mineur à un établissement adéquat, aussi longtemps que cela s'avère nécessaire.

Si l'enquête établit que le mineur se trouve en situation d'abandon, de négligence, de danger physique ou moral, ou présente des problèmes de comportement, le juge statue sur son sort, par ordonnance motivée, après consultation des parents, du tuteur ou du gardien.

Article 2 : Est punissable le mineur âgé de 16 à 18 ans, ayant commis des infractions qui ne sont pas prévues à l'article premier.

Dans ce cas, l'autorité judiciaire ouvre la procédure voulue et se saisit provisoirement de l'affaire afin de permettre l'application des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 4.

Quel que soit le résultat de la procédure judiciaire, s'il ressort de l'enquête préalable que le mineur se trouve en situation d'abandon, de négligence, de danger physique ou moral, ou présente des problèmes de comportement, le juge se saisit définitivement de l'affaire, par ordonnance motivée, après consultation des parents, du tuteur ou du gardien.

En vertu de l'article 3, l'article 689 bis du Code de procédure pénale applicable à la capitale et aux tribunaux fédéraux du pays est remplacé par l'article suivant :

Article 689 bis : Les dispositions sur la détention provisoire ne s'appliquent pas dans le cas de mineurs âgés de 16 à 18 ans. Si, en vertu des circonstances de l'acte et des caractéristiques personnelles du mineur, il s'avère nécessaire de prendre ces mesures à son encontre, le juge peut les prononcer, mais la peine de privation de liberté doit être purgée dans un établissement spécialisé.

2. La sentence prononcée dans le cas de mineurs de 16 à 18 ans doit être conforme aux dispositions prévues aux articles 495 et 496; sauf en cas d'acquiescement, le juge se bornera à déclarer la responsabilité pénale de l'inculpé et, le cas échéant, la responsabilité civile encourue si une action civile a été engagée contre le mineur ou contre des tiers responsables. Une fois accomplies les prescriptions légales découlant de la déclaration de responsabilité pénale, le juge prononce l'acquiescement de l'inculpé ou lui inflige la peine prévue.

3. En rendant la décision qui clôt la procédure, le juge doit statuer définitivement sur le sort du mineur, après avoir entendu les parents, le tuteur ou le gardien.

L'ordonnance définitive est susceptible d'appel dans les cinq jours."

110. La loi 23 984, Code de procédure pénale, publiée dans le Journal officiel de la République argentine le 9 septembre 1991, est entrée en vigueur une année plus tard, en septembre 1992; elle abroge toutes les dispositions contraires à la présente loi (art. 538). Le livre III, titre II, Juridictions spéciales, chapitre II, porte création de la Juridiction spéciale pour mineurs (art. 410 à 414). Selon le Code de procédure pénale, la règle est d'appliquer les dispositions de l'article 410, qui remplace la procédure orale, sans préjudice des dispositions prévues par la loi 22 278. Le Code fixe les modalités et les conditions propres à cette procédure spéciale (détention à titre exceptionnel, séparation des mineurs et des adultes, présence minimum indispensable des mineurs aux actes de l'instruction et de l'audience, huis clos, présence du père, du tuteur ou du gardien, possibilité de modifier les mesures prises pour des raisons de sécurité et d'éducation); à quoi il faut ajouter que les dispositions régissant la détention provisoire et la mise en liberté ne sont pas applicables aux mineurs. L'article 410 stipule que la règle est la liberté du mineur et l'exception sa mise en détention; après avoir entendu l'avis du conseiller délégué aux affaires des mineurs, le juge décide des mesures à prendre.

Article 412 : "On évitera, dans la mesure du possible, que le mineur soit présent pendant les actes d'instruction. Le tribunal peut désigner un délégué pour assurer la protection et la surveillance du mineur, et faire périodiquement rapport sur le comportement et les conditions de vie de celui-ci."

111. L'article 413 fixe les règles régissant le déroulement de l'audience :
a) huis clos; ne peuvent assister que le procureur et les autres parties, le défenseur, les parents, le tuteur, le gardien ou les personnes ayant un intérêt légitime; b) le mineur n'assiste aux débats que lorsque cela est indispensable; c) la présence du conseiller délégué aux affaires des

mineurs est obligatoire sous peine de nullité; d) le tribunal entend tous les témoins susceptibles d'apporter des renseignements permettant de connaître la personnalité du mineur.

L'article 414 déclare : "Le tribunal peut modifier, d'office ou sur demande d'une partie, les mesures prises concernant le mineur."

112. La loi 24 050 relative à la constitution et à la compétence des nouveaux tribunaux en matière pénale, stipule, en son article 2, qu'en ce qui concerne les mineurs, la justice est administrée au pénal par les juridictions suivantes : a) les tribunaux pour mineurs suivant une procédure orale; b) la chambre nationale d'appel en matière criminelle et en matière correctionnelle; c) les tribunaux nationaux pour mineurs; peuvent également intervenir, dans les cas prévus par la loi, la chambre nationale de cassation en matière pénale et la Cour suprême de justice, conformément à la loi 48, article 14. Aux termes du nouveau Code de procédure pénale, sont compétents les tribunaux pour mineurs suivant une procédure orale, formés de trois juges professionnels, dans les affaires concernant des mineurs de 16 à 18 ans auteurs d'actes délictueux passibles d'une peine supérieure à trois ans. Conformément aux lois spéciales 22 276 et 22 803 relatives aux mineurs, les juges nationaux des mineurs connaîtront des autres affaires.

113. Le problème du traitement des mineurs ayant commis des actes qualifiés d'infractions par la loi mérite une mention à part. A cet effet, le Conseil (de l'enfance et de la famille) dispose de divers établissements spécialisés adaptés aux différents cas. En outre, il a conclu des accords avec des institutions privées qui prennent soin des mineurs présentant des troubles du comportement (toxicomanie, maladies psychiatriques).

114. Le décret 1606/90, portant création du Conseil national de l'enfance et de la famille, stipule :

Article 14 :

V : Traitement des mineurs ayant commis des actes que la loi qualifie d'infractions.

Le Conseil décide de toutes les mesures nécessaires à la prévention et, le cas échéant, au traitement de mineurs ayant commis des délits, infractions graves ou contraventions, conformément à la législation en vigueur.

A cette fin, il organise et dirige les méthodes d'évaluation immédiates, les options d'orientation, les établissements de surveillance, le traitement psychologique et psychiatrique et les programmes de formation professionnelle et de rééducation après la sortie de l'établissement.

Pour mener à bien cette tâche, il fait appel à des spécialistes de toutes les disciplines, ainsi qu'au Corps spécial de sécurité et de surveillance, en vue de corriger les causes des comportements prévus et sanctionnés par la loi, en collaboration étroite avec les magistrats compétents.

Programme de conseil et d'orientation du Centre de protection
des mineurs en situation transitoire
(Disposition 175/89 - Sous-Secrétariat au mineur handicapé et
au troisième âge - S.S.M.D.T.E.)

115. On trouvera ci-après des informations détaillées sur ce programme :

1. Coordination institutionnelle :

- Coordonner de façon permanente l'activité de tous les secteurs concernés.
- Fixer les règles d'action à partir des données obtenues lors des interventions réalisées par les différents secteurs et lors des réunions générales de l'équipe technique.
- Faciliter l'intégration de l'équipe interdisciplinaire en ménageant des espaces de discussion sur le travail engagé, ce qui permettra d'évaluer de façon continue les actions menées et, si nécessaire, de les modifier afin d'atteindre les objectifs du programme.
- Coordonner les différentes actions avec les responsables de toutes les institutions concernées.
- Coordonner l'action menée avec la Direction nationale de l'enfance et de la famille

2. Assistance et coordination :

- Interroger le mineur lors de son arrivée afin de connaître son identité et de recueillir des informations de base à son sujet (filiation, domicile, famille).
- Etablir une fiche d'identité pour chaque mineur.
- Chercher à connaître les antécédents de chaque mineur.
- Tenir à jour la liste des places disponibles dans chaque institution du système de traitement (qu'il s'agisse d'un traitement en institution ou non).
- Lorsqu'un mineur est interné, en aviser immédiatement sa famille si besoin est.
- Communiquer périodiquement les mouvements de mineurs au Service du registre national du mineur.

Pour ce faire, le Conseil national de l'enfance et de la famille dispose d'une équipe interdisciplinaire qui travaille au Palais de justice - Centre d'aide aux mineurs en situation transitoire (CAMET) et qui étudie sans délai la situation psychologique, sociale et sanitaire ainsi que les antécédents

des mineurs qui ont été arrêtés et placés sous contrôle judiciaire puis transmet ses premières conclusions au juge. Celui-ci décidera immédiatement de l'orientation de ces mineurs, compte tenu de ces conclusions.

Programme de liberté assistée (Décision 14/91 du Conseil national de l'enfance et de la famille - C.N.M.F.)

116. L'objectif, le fonctionnement et les bénéficiaires de ce programme sont décrits ci-après :

1. Objectifs

Il s'agit de traiter les mineurs en conflit avec la loi pénale, en la maintenant si possible dans leur milieu social et familial d'origine. Ce traitement se substitue à la privation de liberté et consiste à suivre les jeunes qui ont quitté une institution et à les amener à changer effectivement de comportement.

2. Bénéficiaires

Les mineurs des deux sexes en conflit avec la loi pénale, qui ont été orientés vers ce programme par les magistrats de la capitale fédérale et des tribunaux fédéraux ayant compétence pour les affaires de mineurs.

3. Fonctionnement

Les mineurs seront pris en charge par un membre de l'équipe mobile, qui est chargé de conduire le traitement, dans leur milieu, des jeunes qui lui sont confiés.

117. Ce traitement permet d'éviter l'internement de mineurs dont la conduite pose des problèmes. Il s'agit essentiellement d'effectuer le traitement dans le milieu familial du mineur délinquant. Un éducateur assure le suivi de ce dernier et de sa famille, leur rend visite et réalise certaines activités. Il est également prévu de prendre en charge les dépenses de santé, d'habillement, de formation professionnelle et d'autres dépenses permettant d'améliorer la situation de ces mineurs. Actuellement, les mineurs qui font l'objet de ce traitement sont aussi nombreux que ceux qui sont internés dans des établissements spécialisés.

Autres formes d'aide

118. Le Pequeño Hogar (foyer pour enfants) apporte une autre forme d'aide aux mineurs ayant des problèmes de comportement. Il s'agit d'une sorte de communauté thérapeutique (Isla Silvia) où des éducateurs aident de jeunes toxicomanes auxquels est versée une "allocation de vie pratique".

119. En ce qui concerne les instituts de surveillance, il convient de préciser que c'est le Conseil national de l'enfance et de la famille qui s'occupe des aspects thérapeutiques ainsi que des questions de sécurité. Le Conseil dispose de son propre personnel qui a été formé à ces tâches spécifiques dans le cadre

du programme de formation du personnel en cours d'emploi. Toutes ces activités se déroulent dans le respect de la Déclaration des droits de l'enfant, de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing; résolution 40/33 de l'Assemblée générale des Nations Unies) et des Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté.

120. Enfin, le Conseil national de l'enfance et de la famille, soucieux d'améliorer le sort des mineurs dont il s'occupe, a rénové le parc des véhicules utilisés pour leur transport. Il a notamment acquis de nouveaux véhicules plus confortables (air conditionné, radio stéréo) sans pour autant sous-estimer les questions de sécurité.

121. Avec les dernières mesures qu'il a prises au niveau national, le Conseil national de l'enfance et de la famille a voulu ajuster tous ses programmes d'action en vue de donner effet aux droits de l'enfant et de protéger les mineurs abandonnés, en danger, en conflit avec la loi pénale, etc.

VI. CONCLUSIONS

122. Il convient de bien souligner toutes les mesures prises pour améliorer la protection de la famille, de la mère, de l'enfant et de leur santé physique et mentale, que ce soit sur le plan législatif, judiciaire ou administratif ou encore dans le cadre des nouvelles politiques concernant les mineurs, les handicapés, les personnes âgées, qu'a menées au niveau national l'organe compétent en la matière, à savoir le Conseil national de l'enfance et de la famille.

123. La nécessité d'améliorer les services sur le plan administratif, compte tenu des contraintes découlant des mesures économiques d'urgence et des mesures d'ajustement budgétaire, lesquelles ont entraîné un remaniement de l'administration centrale et notamment du Ministère de la santé et de l'action sociale, qui à travers ses organismes techniques supervise les actions menées en faveur de la famille et des enfants, des adolescents, des handicapés et des personnes âgées, est à l'origine d'une vaste politique en faveur de la famille et des mineurs, essentiellement ceux qui sont en danger, mise en oeuvre au moyen de programmes novateurs et créatifs conjugant et conciliant les modèles fondés sur les principes économiques, la solidarité, l'humanisme et la pluralité des options.

124. Il convient de préciser à propos de l'article 44 de la Convention, que toutes les décisions du Ministère de la santé et de l'action sociale et de son organe technique spécialisé se concrétisent dans les programmes qui sont régis en la matière par une règle d'or tant économique que sociale et culturelle dont les trois maîtres mots sont : coût-efficacité-couverture. On a en effet accordé une attention particulière à toutes les mesures de protection des membres les plus vulnérables de la société en essayant, dans la mesure du possible, de réduire les coûts des programmes, d'augmenter leur efficacité et de tenir compte de la demande réelle et potentielle des personnes qui sont le plus dans le besoin.

125. Pour terminer, il convient de souligner l'importance capitale que revêt la Convention relative aux droits de l'enfant, approuvée par l'ONU le 20 novembre 1989, et ratifiée par le Gouvernement argentin par la loi 23 849, avec une réserve concernant l'article 2.

126. Avec les dernières mesures qu'il a prises au niveau national, le Conseil national de l'enfance et de la famille a voulu ajuster tous ses programmes d'action de manière à donner effet aux droits de l'enfant et à protéger les mineurs abandonnés, en danger et en conflit avec la loi pénale.

Liste des annexes

Les documents énumérés ci-après complètent les données fournies au chapitre V du présent rapport. Ces documents, tels qu'ils ont été présentés en espagnol par le Gouvernement argentin, peuvent être consultés dans les archives du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme :

1. Santé :
  - A. Etat de santé; couverture sanitaire de la population
  - B. Santé de la mère et de l'enfant
    - a) Diagnostic
    - b) Mesures
  - C. Vaccinations
  - D. Tétanos néonatal
  - E. Programme de promotion sociale et nutritionnelle
  - F. Projet de protection maternelle et infantile et de nutrition (UNICEF-Banque mondiale)
  - G. Objectifs en matière de santé maternelle et infantile et de nutrition pour la décennie
2. Mesures prises par la Direction nationale de la promotion communautaire
3. Accord fédéral sur la protection intégrale de l'enfance et de la famille

-----